

## JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

Matahiti 130  
N° 5

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 18  
no Febuare 1981

Cours Franc Pacifique	Polynésie française	France et territoires français d'outre-mer		Etranger		Annonces et avis :
		Voie maritime	Voie aérienne	Voie maritime	Voie aérienne	
Prix d'un exemplaire	125	150	190	165	225	Annonces judiciaires, commerciales et annonces diverses : la ligne. . . 125 frs
Abonnement : six mois	1.500	1.800	2.250	1.950	2.700	Les mêmes renouvelées : la ligne : . . 50 frs
un an	2.750	3.350	4.250	3.750	5.150	Publications de sociétés philanthropi- ques, littéraires, scientifiques, spor- tives, coopératives, syndicales, etc., la ligne. . . . . 90 frs

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'imprimerie et sont payables d'avance - C.C.P. N° 9113009

Les annonces doivent parvenir à l'imprimerie au plus tard 6 jours ouvrables avant la parution du Journal - B.P. N° 117.

## SOMMAIRE

## PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Pages

- 1980 13 nov. Décret n° 80-918 portant application des lois  
n° 77-744 du 8 juillet 1977 et n° 77-1460 du  
29 décembre 1977 modifiant le régime com-  
munal dans les territoires de la Nouvelle-  
Calédonie et dépendances et de la Polynésie  
française. (Arrêté de promulgation n° 3387  
AA du 30 janvier 1981). . . . . 150
- 13 nov. Décret n° 80-919 fixant pour l'année 1980 les  
modalités de répartition de la quote-part de  
la dotation globale de fonctionnement des-  
tinée aux communes de la Nouvelle-Calé-  
donie et de la Polynésie française et aux  
circonscriptions de Wallis et Futuna. (Arrêté  
de promulgation n° 3387 AA du 30 janvier  
1981). . . . . 153

## PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRETE n° 3387 AA du 30 janvier 1981 promulguant des  
actes du pouvoir central (1).Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisa-  
tion de la Polynésie française, notamment son article 64 ;Le conseil de gouvernement informé en séance du 30 janvier  
1981,

Arrête :

Article 1er.— Sont promulgués dans le territoire pour y  
être exécutés selon leur forme et teneur :- le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant appli-  
cation des lois n° 77-744 du 8 juillet 1977 et n° 77-1460 du  
29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans les  
territoires de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et de la  
Polynésie française ; (1)- le décret n° 80-919 du 13 novembre 1980 fixant pour  
l'année 1980 les modalités de répartition de la quote-part de  
la dotation globale de fonctionnement destinée aux communes  
de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française et aux  
circonscriptions de Wallis et Futuna. (1)Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et  
publié partout où besoin sera.

Papeete, le 30 janvier 1981.

Le haut-commissaire,

par délégation :

Le secrétaire général,

Michel KUHNMUNCH.

(1) Le présent arrêté a déjà fait l'objet d'une publication au J.O.P.F.  
du 15 février 1981.

DECRET n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant application des lois n° 77-744 du 8 juillet 1977 et n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans les territoires de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et de la Polynésie française.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de l'intérieur et du ministre du budget,

Vu le code des communes ;

Vu la loi n° 69-5 du 3 janvier 1969 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, ensemble la loi n° 77-744 du 8 juillet 1977 modifiant le régime communal dans ce territoire ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, ensemble la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans ce territoire ;

Vu le décret modifié n° 62-921 du 3 août 1962 modifiant certaines règles relatives à l'état civil ;

Vu le décret n° 69-273 du 28 mars 1969 portant création de subdivisions administratives dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances ;

Vu le décret n° 72-408 du 17 mai 1972 portant création de subdivisions administratives dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-668 du 13 juillet 1972 relatif au fonds intercommunal de péréquation de la Polynésie française, modifié par le décret n° 79-127 du 13 février 1979, notamment son article 3 ;

Vu le décret du 12 novembre 1980 relatif à l'exercice des attributions du Premier ministre pendant l'absence de M. Raymond Barre ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décète :

Art. 1er. - Les dispositions des livres Ier à IV du code des communes (deuxième partie : Règlement d'administration publique, décrets en Conseil d'Etat et décrets) sont applicables aux communes de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et de la Polynésie française, dans les limites et sous les réserves énoncées ci-après.

## TITRE Ier

### Dispositions applicables en Nouvelle-Calédonie et dépendances et en Polynésie française

Art. 2. - Au livre Ier : Organisation communale, titre Ier : Nom, limites territoriales et population des communes, sont applicables :

I. - Au chapitre Ier : Nom des communes : L'article R.\* 111-1.

II. - Au chapitre II : Limites territoriales, chef-lieu et fusion des communes :

L'article R.\* 112-1 dans la rédaction modifiée qui suit : « Les communes sont tenues de délimiter le périmètre de leurs territoires respectifs. » ;

L'article R.\* 112-2 dans la rédaction modifiée qui suit : « Les contestations portant sur la délimitation des communes sont tranchées par le haut-commissaire. » ;

L'article R. 112-3 sous réserve de la suppression du second alinéa ;

Les articles R. 112-4 à R. 112-15 ;  
Les articles R.\* 112-19 à R.\* 112-21 ;  
Les articles R.\* 112-25 à R.\* 112-30.

### III. - Au chapitre IV : Population des communes :

Les articles R. 114-1 à R. 114-3 ;  
Les articles R. 114-5 à R. 114-7.

Art. 3. - Au livre Ier, titre II : Organes de la commune, sont applicables :

#### I. - Au chapitre Ier : Conseil municipal :

Les articles R.\* 121-1 et R. 121-2 ;  
Les articles R.\* 121-4 à R.\* 121-9.

L'article R.\* 121-10, sous réserve de substituer les mots : « archives du haut-commissariat », aux mots : « archives du département » ;

Les articles R.\* 121-11 à R.\* 121-14 ;  
Les articles R. 121-18 à R. 121-24.

#### II. - Au chapitre II : Maires et adjoints :

Les articles R.\* 122-1 à R.\* 122-8 ;  
Les articles R.\* 122-10 et R.\* 122-11.

III. - Au chapitre III : Indemnités et régime de retraite des titulaires de certaines fonctions municipales :

L'article R. 123-4, sous réserve de la suppression, dans son premier alinéa, des mots : « par application des dispositions de la section III du présent chapitre », et, dans son deuxième alinéa, de la référence à l'article L.165-2 et des mots : « et les présidents et vice-présidents des communautés urbaines » ;

L'article R. 123-5, sous réserve que son premier alinéa soit ainsi rédigé :

« Les élus mentionnés à l'article précédent peuvent, sur leur demande, faire prendre en compte les services accomplis avant le 1er janvier 1980 et pour lesquels ils ont perçu une indemnité de fonctions ou, avant l'entrée en vigueur de l'article L. 123-4, une indemnité de sujétion ou pour frais de représentation. » ;

Les articles R. 123-6 à R. 123-8.

IV. - Au chapitre IV : Dispositions applicables en période de mobilisation et en temps de guerre, les articles R.\* 124-1 à R.\* 124-6.

Art. 4. - Au livre Ier, titre III : Police, sont applicables :

I. - Au chapitre Ier : Dispositions générales, l'article R.\* 131-5, sous réserve de supprimer, au second alinéa, les mots : « en se conformant aux instructions du ministère de l'intérieur ».

II. - Au chapitre II : Dispositions particulières, les articles R.\* 132-1 à 132-3.

III. - Au chapitre III : Responsabilité des communes, l'article R.\* 133-1.

Art. 5. - Au livre Ier, titre V : Intérêts propres à certaines catégories d'habitants, sont applicables, au chapitre III : Communes associées, les articles R.\* 153-1 et R.\* 153-2.

Art. 6. - Au livre Ier, titre VI : Intérêts communs à plusieurs communes, sont applicables :

I. - Au chapitre II : Biens et droits indivis entre plusieurs communes :

L'article R.\* 162-1, sous réserve de la suppression du dernier alinéa ;

L'article R.\* 162-2, sous réserve de la suppression du dernier alinéa.

II. - Au chapitre III : Syndicat de communes :

L'article R.\* 163-1, dans la rédaction modifiée qui suit : « L'autorisation de l'autorité supérieure prévue à l'article L. 163-2 est accordée par arrêté du haut-commissaire. » ;

Les articles R.\* 163-4 et R.\* 163-5, sous réserve de remplacer, dans chacun d'eux, les mots : « le ou les préfets intéressés », par les mots : « le haut-commissaire » ;

L'article R.\* 163-6, sous réserve de remplacer les mots : « du ou des préfets intéressés », par les mots : « du haut-commissaire ».

III. - Au chapitre VI : Syndicats mixtes :

L'article R.\* 166-1, sous réserve de remplacer son premier alinéa par les dispositions suivantes : « L'autorisation prévue à l'article L. 166-2 de créer le syndicat mixte est donnée par arrêté du haut-commissaire. » ;

L'article R.\* 166-2, sous réserve de remplacer les mots : « du ou des préfets intéressés », par les mots : « du haut-commissaire ».

Art. 7. - Au livre II : Finances communales, titre Ier : Budget, sont applicables, au chapitre II : Vote et règlement, les articles R.\* 212-1 à R.\* 212-6.

Art. 8. - Au livre II, titre III : Recettes, sont applicables :

I. - Au chapitre Ier : Dispositions générales, l'article R. 231-1.

II. - Au chapitre III : Taxes, redevances ou versements autres que ceux prévus par le code général des impôts :

Les articles R. 233-19 à R. 233-22 ;

Les articles R. 233-24 à R. 233-38.

III. - Au chapitre IV : Avances, emprunts et garanties d'emprunt, les articles R.\*\* 236-1 à R. 236-47.

Art. 9. - Au livre II, titre IV : Comptabilité, sont applicables :

I. - Au chapitre Ier : Comptabilités du maire et du comptable :

Les articles R. 241-2 à R. 241-15 ;

Les articles R. 241-17 à R. 241-27 ;

Les articles R. 241-30 à R. 241-32.

II. - Au chapitre II : Arrêt, jugement des comptes et gestion de fait :

Les articles R.\*\* 242-1 et R. 242-2 ;

Les articles R. 242-6 à R. 242-8.

Art. 10. - Au livre II, titre V : Dispositions applicables à certains établissements communaux, sont applicables, au chapitre Ier : Dispositions applicables au syndicat de communes, l'article R. 251-1 dans la rédaction modifiée qui suit :

« Les dispositions des titres Ier à IV du présent livre,

telles qu'elles ont été rendues applicables aux communes, sont applicables au syndicat de communes. »

Art. 11. - Au livre III : Administration et services communaux, titre Ier : Administration de la commune, sont applicables :

I. - Au chapitre Ier : Biens communaux :

Les articles R.\* 311-1 à R.\* 311-4 ;

Les articles R.\* 311-10 et R.\* 311-13.

II. - Au chapitre II : Dons et legs :

Les articles R.\* 312-1 à R.\*\* 312-12 ;

L'article R.\*\* 312-13, avec son premier alinéa ainsi rédigé :

« La demande est adressée au haut-commissaire. » ;

Les articles R.\*\* 312-14 à R.\*\* 312-24 ;

L'article R.\*\* 312-25 avec le 1° ainsi rédigé :

« 1° Un avis est inséré au recueil des actes administratifs du département ou au *Journal Officiel* du territoire où se trouve la dernière résidence connue de l'auteur de la libéralité. » ;

Les articles R.\*\* 312-26 à R.\*\* 312-28.

III. - Au chapitre III : Adjudications publiques en matière de biens communaux, l'article R.\* 313-1.

IV. - Au chapitre IV : Marchés, les articles R.\* 314-1 et R.\* 314-2.

V. - Au chapitre VI : Actions judiciaires, les articles R.\* 316-1 à R.\* 316-7.

Art. 12. - Au livre IV : Personnel communal, titre Ier : Agents permanents à temps complet, sont applicables, au chapitre II : Recrutement, formation et promotion sociale, les articles R.\* 412-116 à R. 412-119.

## TITRE II.

### *Dispositions applicables en Nouvelle-Calédonie et dépendances.*

Art. 13. - Au livre Ier, titre II : Organes de la commune, sont applicables :

I. - Au chapitre Ier : Conseil municipal :

L'article R.\* 121-3, dans la rédaction modifiée qui suit :

« L'élection du conseil municipal a lieu, quel que soit le chiffre de la population de la commune, selon les modalités prévues aux articles R.\* 1 à R. 97, R. 118 à R. 123 et R. 128 du code électoral.

« Elle est régie en outre dans les communes de moins de 30 000 habitants par l'article R. 125 du code électoral, le cas échéant, et par les dispositions suivantes :

« Le sectionnement électoral prévu par l'article 3 de la loi n° 77-744 du 8 juillet 1977 est arrêté par le haut-commissaire et publié par ses soins dans les communes intéressées avant la convocation des électeurs ; le haut-commissaire détermine, d'après le chiffre des électeurs inscrits dans chaque section, le nombre des conseillers que la loi lui attribue.

« Le sectionnement est représenté par un plan déposé dans les services du haut-commissaire et à la mairie de la commune intéressée. Tout électeur peut le consulter et en prendre copie.

« Avis de ce dernier dépôt est donné aux intéressés par voie d'affiche à la porte de la mairie.

«Les demandes et propositions, délibérations de conseils municipaux et procès-verbaux d'enquêtes sont conservés dans les services du haut-commissaire.» ;

Les articles R.\* 121-16 et R.\* 121-17.

II. - Au chapitre II : Maires et adjoints, l'article R.\* 122-9.

Art. 14. - Au livre II, titre Ier : Budget, est applicable, au chapitre Ier : Dispositions générales, l'article R.\* 211-1.

Art. 15. - Au livre II, titre IV : Comptabilité, est applicable, au chapitre Ier : Comptabilités du maire et du comptable, l'article R. 241-29.

### TITRE III

#### *Dispositions applicables en Polynésie française*

Art. 16. - Au livre Ier, titre II : Organes de la commune, sont applicables, au chapitre Ier : Conseil municipal :

L'article R.\* 121-3 ;

Les articles R.\* 121-16 et R.\* 121-17, les délais mentionnés étant portés de quinze à trente jours.

Art. 17. - Au livre Ier, titre VI : Intérêts communs à plusieurs communes, sont applicables, au chapitre IV : Districts :

L'article R.\* 164-1, dans la rédaction modifiée qui suit :

«La décision institutive d'un district prévue à l'article L. 164-1 est prise par arrêté du haut-commissaire ; la liste des communes intéressées est fixée par la même autorité.» ;

L'article R.\* 164-2, dans la rédaction modifiée qui suit :

«Dans le cas prévu à l'article L. 164-3, l'approbation par l'autorité supérieure de la décision d'admission d'une nouvelle commune est donnée par le haut-commissaire.» ;

L'article R.\* 164-4, dans la rédaction modifiée qui suit :

«Dans les cas prévus à l'article L. 164-7, la décision de l'autorité supérieure est prise sous la forme d'un arrêté du haut-commissaire.» ;

L'article R.\* 164-5, sous réserve de la suppression du second alinéa.

Art. 18. - Au livre II, titre V : Dispositions applicables à certains établissements communaux, sont applicables :

I. - Au chapitre II : Dispositions applicables au district :

L'article R. 252-1, dans la rédaction modifiée qui suit :

«Les dispositions des titres Ier à IV du présent livre, telles qu'elles ont été rendues applicables aux communes, sont applicables au district.».

II. - Au chapitre IV : Dispositions applicables au syndicat mixte :

L'article R.\* 254-1, dans la rédaction modifiée qui suit :

«Les dispositions des titres Ier à IV du présent livre, telles qu'elles ont été rendues applicables aux communes, sont applicables au syndicat mixte.».

Art. 19. - Au livre III, titre Ier : Administration de la commune, sont applicables :

I. - Au chapitre Ier : Biens communaux, l'article R.\* 311-9 ;

II. - Au chapitre V : Travaux communaux :

L'article R.\* 315-4, sous réserve de la suppression au premier alinéa, des mots : «du lieu des travaux», et du dernier alinéa ;

Les articles R.\* 315-5 et R.\* 315-6 ;

L'article R.\* 315-7, dans la rédaction modifiée qui suit :

«L'arrêté prévu à l'article R.\* 315-4 :

«Indique les dates d'ouverture et de clôture de l'enquête dont la durée est de trente jours ;

«Désigne un commissaire enquêteur ou les membres d'une commission d'enquête.» ;

L'article R.\* 315-8, sous réserve, au dernier alinéa, de remplacer les mots : «dans chacun des départements intéressés», par les mots : «dans le territoire» ;

L'article R.\* 315-9, sous réserve de la suppression du second alinéa ;

L'article R.\* 315-10 ;

L'article R.\* 315-11, sous réserve de la suppression au premier alinéa des mots : «ou le préfet centralisateur», et du dernier alinéa ;

L'article R.\* 315-12, sous réserve de la suppression au premier alinéa des mots : «ou le préfet centralisateur» et du dernier alinéa ;

L'article R.\* 315-13, sous réserve de la suppression au premier alinéa des termes : «ou de la commission départementale des rivages de la mer», et au dernier alinéa des mots : «ou le préfet centralisateur» ;

L'article R.\* 315-14, dans la rédaction modifiée qui suit :

«Le haut-commissaire statue, par arrêté, dans les conditions fixées par l'article L. 315-5.» ;

L'article R.\* 315-15.

Art. 20. - Au livre III, titre VIII : Participation à des entreprises privées, sont applicables :

L'article R.\*\* 381-1 ;

L'article R.\*\* 381-3, sous réserve de la suppression au premier alinéa des mots : «et les communautés urbaines», et au dernier alinéa des mots : «ou le conseil de la communauté urbaine» ;

L'article R.\*\* 381-4 ;

Les articles R.\*\* 381-6 à R.\*\* 381-15 ;

L'article R.\*\* 381-16, sous réserve de la suppression du dernier alinéa ;

Les articles R.\*\* 381-17 à R.\*\* 381-32 ;

L'article R.\*\* 381-33, sous réserve de remplacer la référence à l'article L. 381-11 par celle de l'article L. 381-6.

### TITRE IV

#### *Dispositions diverses.*

Art. 21. - Sauf dans le cas où elle est confiée par des textes spéciaux à une autre autorité, la tutelle des communes et de leurs établissements publics, telle qu'elle est définie par la loi, est exercée par le haut-commissaire de la République.

Art. 22. - En ce qui concerne les attributions qui leur sont confiées par le code des communes, le haut-commissaire peut consentir des délégations de signature au secrétaire général, aux chefs de subdivision administrative ainsi qu'aux fonctionnaires de l'Etat de catégorie A en fonctions dans les services de l'Etat ; les chefs de subdivision administrative peuvent consentir des délégations de signature aux fonctionnaires de l'Etat de catégorie A placés sous leur autorité.

Art. 23. - Les attributions confiées en métropole au préfet à l'égard des communes de l'arrondissement chef-lieu sont exercées par le haut-commissaire en Nouvelle-Calédonie et dépendances à l'égard de la commune de Nouméa. En Polynésie française, ces attributions sont exercées par le chef de la subdivision administrative des îles du Vent.

Art. 24. - En cas d'absence ou d'empêchement d'un chef de subdivision administrative, le haut-commissaire peut faire assurer son intérim en désignant un fonctionnaire de l'Etat de catégorie A en fonctions dans les services de l'Etat dans le territoire.

Art. 25. - Pour l'application en Nouvelle-Calédonie et dépendances de l'article L. 122-18 du code des communes, sont prises en compte, pour leur durée effective, les fonctions municipales exercées en qualité d'élus dans les commissions municipales, les commissions régionales et les municipalités avant l'intervention de la loi n° 69-5 du 3 janvier 1969.

Art. 26. - Est applicable aux communes de la Nouvelle-Calédonie et dépendances le décret modifié n° 62-921 du 3 août 1962 modifiant certaines règles relatives à l'état civil.

Art. 27. - Le premier alinéa de l'article 3 du décret modifié n° 72-668 du 13 juillet 1972 relatif au fonds intercommunal de péréquation de la Polynésie française est remplacé par les dispositions suivantes :

« Dans chaque subdivision administrative, les représentants des communes sont élus par un collège électoral composé des maires et adjoints et, le cas échéant, des maires délégués. Chaque électeur dispose d'un seul suffrage. »

Art. 28. - Pour l'application du présent décret, il y a lieu de procéder dans le code des communes, sauf en ses articles R. 236-12, R. 236-22 et R. 236-23, et dans le code électoral et les textes rendus applicables, aux substitutions suivantes :

Ministre chargé des territoires d'outre-mer pour ministre de l'intérieur ;

Haut-commissaire pour préfet ou pour préfet de région ;

Chef de subdivision administrative pour sous-préfet ;

Services du haut-commissaire pour préfecture ;

Subdivision administrative pour sous-préfecture ou pour arrondissement ;

Assemblée territoriale pour conseil général ;

Conseil du contentieux administratif pour tribunal administratif ;

Tribunal de première instance pour tribunal d'instance ou de grande instance ;

Territoire pour département ;

Territorial pour départemental ;

*Journal Officiel du territoire pour recueil des actes administratifs du département ;*

*Du haut-commissaire pour préfectoral ;*

*Directeur de l'office des postes pour directeur départemental des postes et télécommunications ;*

*Président du tribunal supérieur d'appel pour premier président de la cour d'appel ;*

*Trésorier-payeur général pour receveur particulier des finances.*

Art. 29. - Dans chaque territoire, le texte du code des communes (deuxième partie : Règlements d'administration publique, décrets en Conseil d'Etat et décrets), tel qu'il résulte des dispositions qui précèdent, sera publié au *Journal Officiel du territoire* dans un délai de trois mois à compter de la publication du présent décret.

Art. 30. - Les articles du code des communes rendus applicables par le présent décret ne peuvent être modifiés ou complétés que dans la forme où ils ont été insérés dans le code.

Art. 31. - Les décrets n° 72-409 et 72-410 du 17 mai 1972 relatifs aux sections de communes dans le territoire de la Polynésie française ainsi que toutes dispositions réglementaires antérieures contraires au présent décret sont abrogés.

Art. 32. - Le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'intérieur, le ministre du budget et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal Officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 13 novembre 1980.

ALAIN PEYREFITTE.

*Par le garde des sceaux, ministre de la justice,  
pour le Premier ministre et par délégation :*

*Le ministre de l'intérieur,  
CHRISTIAN BONNET.*

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,  
ALAIN PEYREFITTE.*

*Le ministre du budget,  
MAURICE PAPON.*

*Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur  
(Départements et territoires d'outre-mer),  
PAUL DIJOU.*

Décret n° 80-919 du 13 novembre 1980 fixant pour l'année 1980 les modalités de répartition de la quote-part de la dotation globale de fonctionnement destinée aux communes de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française et aux circonscriptions de Wallis et Futuna.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et du ministre du budget,

Vu la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 conférant aux îles Wallis et Futuna le statut de territoire d'outre-mer ;

Vu la loi n° 69-5 du 3 janvier 1969 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, ensemble la loi n° 77-744 du 8 juillet 1977 modifiant le régime communal dans ce territoire ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, ensemble la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans ce territoire ;

Vu la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements et aménageant le régime des impôts directs locaux pour 1979, notamment son article 15 ;

Vu le décret n° 79-599 du 12 juillet 1979 fixant pour l'année 1979 les modalités de répartition de la quote-part de la dotation globale de fonctionnement destinée aux communes de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française et aux circonscriptions de Wallis et Futuna ;

Après avis du comité de gestion du fonds d'action locale ;

Vu le décret du 12 novembre 1980 relatif à l'exercice des attributions du Premier ministre pendant l'absence de M. Raymond Barre ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décète :

Art. 1er. - La quote-part de la dotation globale de fonctionnement destinée aux communes de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française ainsi qu'aux circonscriptions de Wallis et Futuna est répartie, pour l'année 1980, conformément aux modalités fixées par le décret n° 79-599 du 12 juillet 1979 susvisé, sous réserve de la modification suivante :

A l'article 2, le montant des centimes additionnels émis par chaque commune et servant à déterminer le taux de pondération destiné à calculer la part de dotation globale de fonctionnement qui leur revient en fonction de leur capacité financière est celui correspondant à l'année 1979.

Art. 2. - Le ministre de l'intérieur, le ministre du budget et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal Officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 novembre 1980.

ALAIN PEYREFITTE.

Par le garde des sceaux, ministre de la justice,  
pour le Premier ministre et par délégation :

Le ministre de l'intérieur,  
CHRISTIAN BONNET.

Le ministre du budget,  
MAURICE PAPON.

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur  
(Départements et territoires d'outre-mer),  
PAUL DIJOU.

## TEXTE DE LA PARTIE REGLEMENTAIRE DU CODE DES COMMUNES

APPLICABLE EN POLYNÉSIE FRANÇAISE  
TEL QU'IL RESULTE DES DISPOSITIONS DU  
DECRET N° 80-918 DU 13 NOVEMBRE 1980

### LIVRE PREMIER ORGANISATION COMMUNALE

#### TITRE PREMIER NOM, LIMITES TERRITORIALES ET POPULATION DES COMMUNES

##### CHAPITRE PREMIER : NOM DES COMMUNES

Article R.\* 111-1 : Le décret mentionné à l'article L. 111-1, qui porte changement de nom d'une commune, est pris sur le rapport du ministre chargé des territoires d'outre-mer.

##### CHAPITRE II : LIMITES TERRITORIALES, CHEF-LIEU ET FUSION DES COMMUNES

Article R.\* 112-1 : Les communes sont tenues de délimiter le périmètre de leurs territoires respectifs.

Article R.\* 112-2 : Les contestations portant sur la délimitation des communes sont tranchées par le haut-commissaire.

Article R. 112-3 : Les arrêtés du haut-commissaire portant modification aux limites territoriales des communes sont publiés au *Journal Officiel* du territoire.

Article R. 112-4 : Les électeurs appelés à se prononcer sur l'opportunité d'une fusion de communes en application de l'article L. 112-2 sont convoqués par arrêté du haut-commissaire, publié dans les communes concernées au moins trois semaines avant la date du scrutin.

Dans le cas où la consultation est demandée par les conseils municipaux suivant les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 112-2, le haut-commissaire constate, au vu des délibérations des conseils municipaux des communes concernées par le projet de fusion, que les conditions requises par lesdites dispositions sont réunies. La consultation est organisée dans le cadre intercommunal défini par les délibérations des conseils municipaux s'associant à la demande de consultation des électeurs.

Article R. 112-5 : Pour l'application des dispositions de l'article précédent, les chiffres de population à prendre en considération sont ceux qui résultent des populations municipales totales des communes concernées, tels qu'ils ressortent du dernier recensement général de la population, éventuellement rectifié par un recensement complémentaire homologué conformément aux dispositions en vigueur.

Article R. 112-6 : Dans le cas de la consultation prévue à l'article L. 112-2, les électeurs ont à se prononcer par Oui ou par Non sur l'opportunité de la fusion de communes. A cet effet, il est mis à leur disposition deux bulletins de vote imprimés sur papier blanc dont l'un porte la réponse Oui et l'autre la réponse Non. Ces bulletins sont envoyés par les Services du haut-

commissaire à chaque électeur. A cet envoi est joint le texte de l'arrêté du haut-commissaire prévu à l'article précédent.

Dans le cas où la consultation a été demandée par les conseils municipaux, l'envoi comprend également le texte des délibérations des conseils municipaux des communes concernées par le projet de fusion ainsi que l'avis de l'assemblée territoriale si celle-ci a été appelée à se prononcer sur ledit projet par application des dispositions en vigueur.

Article R. 112-7 : Le jour du scrutin, les bulletins adressés par le haut-commissaire aux maires des communes concernées sont placés, dans chaque bureau de vote, à la disposition des électeurs sous la responsabilité du président du bureau de vote.

Article R. 112-8 : La consultation a lieu le même jour dans chacune des communes concernées par le projet de fusion.

Le scrutin est organisé par commune.

Participent à la consultation les électeurs inscrits sur la liste électorale arrêtée suivant les dispositions du code électoral.

Article R. 112-9 : Les dispositions des articles L. 47 et L. 48 du code électoral concernant la propagande sont applicables à la consultation.

Article R. 112-10 : Sous réserve des dispositions particulières de la présente sous-section, sont applicables à la consultation les articles du code électoral concernant les opérations préparatoires au scrutin et les opérations de vote.

Les dispositions des articles L. 71 à L. 78, R.\* 72 à R.\* 80 du code électoral concernant le vote par procuration sont également applicables.

Les bureaux de vote sont composés conformément aux dispositions des articles R. 42, R. 43 (alinéas 1 et 3), R. 44 (alinéa 3) et R. 45 (alinéas 2 et 3) du code électoral.

Article R. 112-11 : Le dépouillement des votes suit immédiatement la clôture du scrutin. Les scrutateurs sont désignés par le bureau de vote parmi les électeurs présents. Le nombre des enveloppes est vérifié. S'il est plus grand ou moindre que celui des émargements, il en est fait mention au procès-verbal. Le président répartit entre les diverses tables les enveloppes à vérifier. A chaque table, l'un des scrutateurs extrait le bulletin de chaque enveloppe et le passe déplié à un autre scrutateur ; celui-ci le lit à haute voix. Les réponses sont relevées par deux scrutateurs au moins sur les feuilles préparées à cet effet.

Si une enveloppe contient plusieurs bulletins, le vote est nul quand les bulletins portent des réponses contradictoires. Les Bulletins multiples ne comptent que pour un seul quand ils portent la même réponse.

Les dispositions de l'article L.66 du code électoral sont applicables.

Article R.\* 112-12 : Dans chaque commune, les résultats sont consignés dans un procès-verbal rédigé en double exemplaire ; l'un des exemplaires reste déposé au secrétariat de la mairie, l'autre est transmis immédiatement au haut-commissaire.

Article R. 112-13 : Au vu des procès-verbaux communaux, le haut-commissaire totalise et constate les résultats de la consultation pour l'ensemble des communes

concernées ; il en dresse procès-verbal notifié aux maires des communes intéressées et en fait assurer la publication dans chacune de ces communes.

Article R.\* 112-14 : Les recours formés par les électeurs en application de l'article L. 112-3 doivent être déposés sous peine de nullité au greffe du conseil du contentieux administratif au plus tard dans les quinze jours qui suivent la publication des résultats prévue à l'article précédent.

Le recours formé par le haut-commissaire dans les conditions prévues à l'article L. 248 du code électoral est exercé dans le délai de quinzaine à dater de la réception du procès-verbal.

Article R. 112-15 : Le conseil du contentieux administratif statue dans le délai de deux mois à compter de l'enregistrement de la réclamation au greffe.

Faute d'avoir statué dans ce délai, le conseil du contentieux administratif est dessaisi et la requête est transmise d'office au Conseil d'Etat.

Les dispositions de l'article R. 123 du code électoral sont applicables.

Article R.\* 112-19 : Les modifications aux limites territoriales des communes et le transfert de leurs chefs-lieux sont décidés après enquête dans les communes intéressées sur le projet lui-même et sur ses conditions.

Le chef de subdivision administrative prescrit cette enquête lorsqu'il a été saisi d'une demande à cet effet soit par le conseil municipal de l'une des communes, soit par le tiers des électeurs inscrits de la commune ou de la portion de territoire en question. Il peut aussi l'ordonner d'office.

L'enquête n'est pas obligatoire s'il s'agit d'une fusion de communes.

Article R.\* 112-20 : Si le projet concerne le détachement d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune, soit pour la rattacher à une autre commune, soit pour l'ériger en commune séparée, un arrêté du chef de subdivision administrative institue, pour cette section ou cette portion de territoire et dans les conditions prévues à l'article L. 151-6, une commission syndicale qui donne son avis sur le projet.

Article R.\* 112-21 : Après accomplissement des diverses formalités prévues aux articles R.\* 112-19 et R.\* 112-20, les conseils municipaux, sous réserve des dispositions des articles L. 112-1 à L. 112-12, donnent obligatoirement leur avis.

Article R.\* 112-25 : Les édifices et autres immeubles servant à un usage public et situés sur le territoire faisant l'objet d'un rattachement à une autre commune deviennent la propriété de cette commune.

S'ils se trouvent sur un territoire érigé en commune distincte, ils deviennent la propriété de cette nouvelle commune.

Article R.\* 112-26 : Lorsqu'il est mis fin à la réunion, en application de l'article L. 112-20, d'une commune à une autre commune, la première reprend la pleine propriété des biens mentionnés à l'article précédent.

Article R.\* 112-27 : Dans le cas où une commune réunie à une autre commune possède des biens autres que ceux mentionnés à l'article R.\* 112-25, elle devient une section de la commune à laquelle elle est réunie.

Elle conserve la propriété de ses biens, mais n'acquiert aucun droit sur les biens de même nature appartenant antérieurement à la commune à laquelle elle est rattachée.

Toutefois, le transfert des biens peut être opéré au profit de la nouvelle commune par des délibérations des conseils municipaux des anciennes communes, ou d'un seul conseil municipal, décidant le transfert, et les délibérations du conseil municipal de la nouvelle commune l'acceptant.

Article R.\* 112-28 : Les actes qui prononcent les fusions ou les distractions de communes en déterminent toutes les conditions autres que celles qui sont mentionnées aux articles R.\* 112-25 à R.\* 112-27.

Ils peuvent, toutefois, décider que certaines de ces conditions, notamment en matière financière et patrimoniale, sont déterminées par un arrêté du haut-commissaire.

Article R.\* 112-29 : L'article R.\* 112-27 est applicable lorsqu'une portion du territoire d'une commune est réunie à une autre commune.

Article R.\* 112-30 : Lorsqu'il est mis fin à la réunion d'une portion de territoire d'une commune à une autre commune, la pleine propriété des biens mentionnés à l'article R.\* 112-25 lui est dévolue si elle est érigée en commune nouvelle.

#### CHAPITRE IV : POPULATION DES COMMUNES

Article R. 114-1 : Le chiffre de la population qui sert de base à l'assiette de l'impôt et à l'application des lois d'organisation municipale est celui qui résulte de l'addition, au chiffre de la population municipale totale, du chiffre de la population comptée à part.

Article R. 114-2 : Le chiffre de la population municipale totale, telle qu'elle résulte du dernier recensement général de la population, reste le chiffre de population auquel il convient de se référer en matière électorale, notamment dans les cas prévus par les articles R.121-2 et R.\* 121-6.

Article R. 114-3 : Lorsque, par suite de l'exécution d'un programme de construction, l'évolution constatée de la population d'une commune répond à la formule suivante :

$$B + C \geq 20 \text{ p. } 100 \text{ de } A$$

Dans laquelle :

A = population légale selon le dernier recensement

B = Chiffre de la population provenant d'une autre commune et occupant des logements neufs dans la commune considérée

C = quatre fois le nombre des logements en chantier,

les chiffres officiels de sa population peuvent être rectifiés par arrêtés du ministre chargé des territoires d'outre-mer pris sur la proposition du ministre de l'économie et des finances, la nouvelle population légale de la commune devenant  $A + B$ .

Article R. 114-5 : Lorsque, par suite de la mise en chantier d'un ou plusieurs programmes de construction, la population d'une commune a subi une variation répondant à la formule énoncée à l'article R.114-3, un arrêté du ministre chargé des territoires d'outre-mer, pris sur proposition du ministre de l'économie et des finances, peut décider qu'il est ajouté à la population légale une population fictive correspondant à quatre fois le nombre de logements en chantier (chiffre C de l'article R.114-3) pour le calcul des subven-

tions de l'Etat aux communes, des attributions directes du versement représentatif de la taxe sur les salaires et des attributions du fonds d'action locale, et pour toute répartition de fonds commun.

Le chiffre de la population ainsi défini ( $A + B + C$ ) est utilisé pour le calcul de la valeur du centime démographique.

Est considéré comme logement en chantier, au sens du premier alinéa du présent article, le logement situé dans un immeuble dont les fondations ont commencé à être coulées.

Article R. 114-6 : Il est procédé simultanément aux opérations de recensement complémentaire et d'attribution de population fictive prévue aux articles R. 114-3 et R. 114-5.

Article R. 114-7 : Les majorations de population fictive sont attribuées uniformément pour deux ans, avec recensement obligatoire à l'expiration de ce délai et sans qu'à cette date puisse être laissé à la commune le bénéfice d'une population fictive résiduelle.

En outre, il ne peut être procédé pour une même commune à l'exécution d'un nouveau recensement complémentaire après l'attribution d'une nouvelle population fictive dans l'année qui suit la première attribution et qui précède celle de son recensement complémentaire obligatoire.

#### TITRE II

#### ORGANES DE LA COMMUNE

#### CHAPITRE PREMIER : CONSEIL MUNICIPAL

Article R.\* 121-1 : Après le maire, les adjoints réglementaires et, éventuellement, les adjoints supplémentaires prennent rang dans l'ordre de leur nomination et les conseillers municipaux, dans l'ordre du tableau.

Article R. 121-2 : Conformément à l'article R. 114-2, le chiffre de la population à retenir pour l'application des dispositions du premier alinéa de l'article L.121-2 est celui de la population municipale totale tel qu'il résulte du dernier recensement.

Article R.\* 121-3 : L'élection du conseil municipal a lieu selon les modalités prévues aux articles R.\* 1 à R. 97, R.118 à R.128 du code électoral.

Article R.\* 121-4 : Dans le cas prévu au deuxième alinéa de l'article L.121-4, le haut-commissaire doit rendre compte immédiatement au ministre chargé des territoires d'outre-mer.

Article R.\* 121-5 : La décision de l'autorité supérieure mentionnée à l'article L.121-5, qui nomme la délégation spéciale, est un arrêté du haut-commissaire.

Article R.\* 121-6 : Le nombre des membres qui composent la délégation spéciale est fixé à trois dans les communes où la population ne dépasse pas 35.000 habitants.

Ce nombre peut être porté jusqu'à sept dans les villes d'une population supérieure.

Article R.\* 121-7 : Dans le cas prévu à l'article L. 121-10, l'affichage a lieu à la porte de la mairie.

Article R.\* 121-8 : Dans le cas prévu au deuxième alinéa de l'article L. 121-13, le président de la séance adresse directement au chef de subdivision administrative la délibération relative au compte administratif du maire.



Article R.\* 121-9 : Dans le cas prévu à l'article L. 121-17, l'affichage a lieu, par extraits, à la porte de la mairie.

Article R.\* 121-10 : Les délibérations des conseils municipaux sont inscrites sur un registre coté et paraphé par le haut-commissaire ou le chef de subdivision administrative.

Toutefois, les communes qui en font la demande peuvent être autorisées par arrêté du haut-commissaire, pris après avis du directeur des services d'archives du haut-commissariat, à tenir ce registre sous forme de feuillets mobiles qui sont reliés au plus tard en fin d'année. Ces feuillets sont préalablement cotés et paraphés par le haut-commissaire ou le chef de subdivision administrative.

Les caractéristiques de ces feuillets mobiles et les règles à observer pour leur classement provisoire et leur reliure sont fixées par arrêté du ministre chargé de la culture et du ministre chargé des territoires d'outre-mer. Cet arrêté peut prévoir des dispositions particulières pour les communes qui font imprimer les délibérations de leurs conseils municipaux.

Les autorisations accordées en application du présent article sont révocables à tout moment.

Article R.\* 121-11 : Les conseillers municipaux prennent rang dans l'ordre du tableau.

L'ordre du tableau est déterminé, même quand il y a des sections électorales :

1° Par la date la plus ancienne de nomination intervenue depuis le dernier renouvellement intégral du conseil municipal ;

2° Entre conseillers élus le même jour, par le plus grand nombre de suffrages obtenus ;

3° Et, à égalité de voix, par la priorité d'âge.

Un double du tableau reste déposé dans les bureaux de la mairie, de la subdivision administrative, et des Services du haut-commissaire où chacun peut en prendre communication ou copie.

Article R.\* 121-12 : Dans le cas prévu à l'article L. 121-21, le nouvel envoi de la démission est constaté par lettre recommandée.

Article R.\* 121-13 : Dans le cas prévu à l'article L. 121-22, la décision du haut-commissaire peut être contestée par l'intéressé devant le conseil du contentieux administratif dans les dix jours de la notification.

Article R.\* 121-14 : Dans les cas prévus à l'article L. 121-23, la démission d'office des membres des conseils municipaux est prononcée par le conseil du contentieux administratif.

Sur avis à lui transmis par l'autorité qui a donné à un conseiller municipal l'avertissement d'avoir à remplir les fonctions qui lui sont dévolues par la loi, suivi de refus, le haut-commissaire saisit, dans le délai d'un mois, à peine de déchéance, le conseil du contentieux administratif. Ce dernier statue sans frais dans le délai d'un mois.

Faute d'avoir statué dans le délai fixé à l'alinéa précédent, le conseil du contentieux administratif est désaisi. Le secrétaire-greffier en chef en informe le haut-commissaire en lui faisant connaître qu'il a un délai d'un mois, à peine de déchéance, pour saisir le Conseil d'Etat.

Lorsque le conseil du contentieux administratif prononce la démission d'un conseiller municipal, le secrétaire-greffier en chef en informe l'intéressé en lui faisant connaître qu'il a un délai d'un mois pour se pourvoir devant le Conseil d'Etat.

La contestation est instruite et jugée sans frais par le Conseil d'Etat dans un délai de trois mois.

Article R.\* 121-16 : Le haut-commissaire ou le chef de subdivision administrative constate sur un registre la réception de la délibération du conseil municipal qui lui est adressée par le maire conformément aux dispositions de l'article L. 121-30.

Le point de départ du délai de trente jours, prévu au deuxième alinéa de cet article, est le jour de l'envoi de la délibération au haut-commissaire ou au chef de subdivision administrative.

Article R.\* 121-17 : Dans le cas de l'article L. 121-31, le dépôt des délibérations des conseils municipaux est fait aux services du haut-commissaire ou à la subdivision administrative.

Le haut-commissaire ou le chef de subdivision administrative peut abréger le délai de trente jours prévu à cet article.

Article R. 121-18 : Dans le cas prévu à l'article L. 121-34, le haut-commissaire statue après avis du chef de subdivision administrative, chargé de vérifier les faits.

Article R. 121-19 : Pour l'application de l'article L. 121-36 :

1 Dans les cas prévus aux deuxième et quatrième alinéas, le procès-verbal de la délibération et la demande en annulation sont déposés à la subdivision administrative ou aux services du haut-commissaire.

2 L'affichage prévu au quatrième alinéa a lieu à la porte de la mairie.

Article R.\* 121-20 : L'approbation, prévue à l'article L. 121-37, des budgets des communes est donnée par le haut-commissaire ou le chef de subdivision administrative, suivant qu'il s'agit ou non de la subdivision administrative chef-lieu.

Article R.\* 121-21 : L'approbation, prévue à l'article L. 121-38, des délibérations mentionnées aux 1, 2, 3 et 4 de cet article est donnée par le haut-commissaire ou le chef de subdivision administrative suivant qu'il s'agit ou non de la subdivision administrative chef-lieu.

L'approbation, prévue au même article, des délibérations mentionnées aux 5 et 7 dudit article est donnée par le haut-commissaire.

Article R.\* 121-22 : Sont exécutoires de plein droit, dans les conditions fixées par l'article L. 121-31, les délibérations des conseils municipaux décidant la réalisation d'emprunts auprès d'organismes autres que ceux énumérés au 1 de l'article L. 121-38, sous réserve que le budget ne soit pas soumis à approbation en application de l'article L. 121-37 et que ces emprunts soient réalisés conformément aux dispositions de l'article R.\* 121-23 ci-après.

Demeurent, toutefois, dans tous les cas, soumis à autorisation :

1 Conformément à l'article L.236-6, les emprunts par voie de souscription publique.

2 Conformément à l'article L.236-7, les emprunts à l'étranger dans les conditions prévues par le décret n° 67-78 du 27 Janvier 1967 fixant les modalités d'application de la loi n° 66-1008 du 28 Décembre 1966 relative aux relations financières avec l'étranger, modifié par le décret n° 69-264 du 21 Mars 1969.

Article R.\* 121-23 : Les emprunts mentionnés au premier alinéa de l'article précédent donnent lieu à l'établissement d'un contrat entre le prêteur et l'emprunteur.

Ce contrat indique notamment de manière précise le nom ou la raison sociale du prêteur, l'objet, le montant, la durée, le taux nominal et le taux réel d'intérêt annuel de l'emprunt ainsi que le montant de l'annuité.

Le contrat stipule, en outre, expressément que les intérêts et l'amortissement de l'emprunt ne courent qu'à partir de la date du versement effectif des fonds.

Le taux réel d'intérêt annuel mis à la charge de l'emprunteur n'est en aucun cas supérieur aux taux qui sont fixés, en fonction de la durée des emprunts, par arrêté conjoint du ministre chargé des territoires d'outre-mer et du ministre de l'économie et des finances.

S'il est fait exceptionnellement appel à un intermédiaire pour la réalisation de l'emprunt, la commission susceptible d'être consentie à cet intermédiaire est versée en une seule fois et son montant ne doit pas être supérieur, toutes taxes comprises, à un pourcentage du montant du capital emprunté et non remboursable avant un an. Ce pourcentage est fixé par arrêté conjoint du ministre chargé des territoires d'outre-mer et du ministre de l'économie et des finances.

Article R.\* 121-24 : Les dispositions concernant le taux réel d'intérêt annuel de l'emprunt et le taux de la commission susceptible d'être consentie aux intermédiaires sont applicables aux emprunts par voie de souscription publique, à l'exception de ceux réalisés par l'intermédiaire de la caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales.

## CHAPITRE II : MAIRES ET ADJOINTS

Article R.\* 122-1 : Dans le cas prévu à l'article L.122-6, l'affichage des nominations a lieu à la porte de la mairie.

Article R. 122-2 : Les maires portent l'écharpe tricolore avec glands à franges d'or dans les cérémonies publiques et toutes les fois que l'exercice de leurs fonctions peut rendre nécessaire ce signe distinctif de leur autorité.

Article R. 122-3 : L'insigne officiel des maires aux couleurs nationales est conforme au modèle ci-après :

« Sur un fond d'émail bleu, blanc et rouge portant

« MAIRE » sur le blanc et R.F. sur le bleu ; entouré de deux rameaux de sinople, d'olivier à dextre et de chêne à senestre, le tout brochant sur un faisceau de licteur d'argent sommé d'une tête de coq d'or barbé et crêté de gueules ».

Article R. 122-4 : Le port de l'insigne officiel des maires aux couleurs nationales, dont l'usage est facultatif, est réservé aux maires dans l'exercice de leurs fonctions et ne dispense pas du port de l'écharpe lorsque celui-ci est prescrit par les textes en vigueur.

Article R. 122-5 : Le délai de cinq jours dans lequel, conformément à l'article L.122-7, l'élection du maire et des adjoints peut être arguée de nullité court à partir de vingt-quatre heures après l'élection.

Article R. 122-6 : Le recours contentieux exercé contre les arrêtés de suspension et les décrets de révocation des maires et adjoints est jugé comme une affaire urgente et sans frais.

Article R. 122-7 : Sans préjudice des dispositions de l'article L.122-21, les décisions prises par le maire, en vertu de l'article L.122-20, sont soumises aux mêmes règles de publicité, de contrôle et d'approbation que celles qui sont applicables en vertu des dispositions réglementaires en vigueur aux délibérations des conseils municipaux portant sur le même objet et notamment à celles de l'article R.\* 121-17.

Article R.\* 122-8 : Le maire peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, et en l'absence ou en cas d'empêchement de ses adjoints, donner par arrêté délégation de signature :

- à un ou plusieurs agents communaux titularisés dans un emploi permanent pour la délivrance des expéditions du registre des délibérations et des arrêtés municipaux, la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet et, dans les conditions prévues à l'article L.122-26, la légalisation des signatures ;

- aux secrétaires généraux de mairie et à un ou plusieurs agents d'un grade au moins égal à celui de chef de bureau pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement.

Article R.\* 122-10 : Dans le cas prévu au premier alinéa de l'article L.122-28, les arrêtés du maire sont adressés au chef de subdivision administrative ou, dans la subdivision administrative du chef lieu, au haut-commissaire.

La remise de l'ampliation des arrêtés à l'autorité supérieure mentionnée au troisième alinéa du même article est constatée par les récépissés délivrés par le chef de subdivision administrative ou le haut-commissaire.

Article R.\* 122-11 : Dans le cas prévu à l'article L.122-29, la publication des arrêtés du maire est constatée par une déclaration certifiée du maire.

La notification est établie par le récépissé de la partie intéressée ou, à son défaut, par l'original de la notification conservée dans les archives de la mairie.

L'inscription par ordre de date des arrêtés, actes de publication et de notification a lieu sur le registre de la mairie.

### CHAPITRE III : INDEMNITE ET REGIME DE RETRAITE DES TITULAIRES DE CERTAINES FONCTIONS MUNICIPALES

Article R. 123-4 : Le régime de retraite auquel les maires et adjoints réglementaires et supplémentaires, qui reçoivent une indemnité de fonctions, sont affiliés à titre obligatoire, est le régime de l'institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques.

Compte tenu des dispositions de l'article L.153-4, les maires délégués dans les communes associées sont affiliés à ce régime de retraite.

Article R. 123-5 : Les élus mentionnés à l'article précédent peuvent, sur leur demande, faire prendre en compte les services accomplis avant le 1er janvier 1980 et pour lesquels ils ont perçu une indemnité de fonctions ou, avant l'entrée en vigueur de l'article L. 123-4, une indemnité de sujétion ou pour frais de représentation.

Ils doivent, à cet effet, effectuer un versement égal au montant des cotisations qui auraient été acquittées au titre du régime de l'institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques ou des régimes qui l'ont précédé, si ces régimes leur avaient été appliqués aux époques où ces services ont été accomplis ; la commune doit alors verser la part des cotisations qui lui aurait incombée.

La demande de validation doit être formulée dans le délai de deux ans à compter de l'affiliation de l'intéressé.

La validation demandée après l'expiration du délai de deux ans prévu à l'alinéa précédent est subordonnée au versement par l'intéressé de sa cotisation majorée dans la même proportion que le salaire de référence depuis la date de forclusion.

Les versements rétroactifs à la charge du bénéficiaire doivent être effectués en totalité, sous peine de déchéance du droit à validation, avant l'expiration d'un délai courant à partir de la notification faite à l'intéressé et calculé à raison d'un trimestre par année entière de services à valider.

Article R. 123-6 : Les élus mentionnés à l'article R.123-4 cotisent à l'institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques au-delà de soixante-cinq ans.

Article R. 123-7 : Les élus mentionnés à l'article R.123-4 bénéficient, à titre obligatoire, du capital-décès complémentaire prévu au titre du régime complémentaire de retraite sans qu'il soit besoin que la collectivité prenne une délibération particulière à cet effet.

Article R. 123-8 : Les élus affiliés à l'institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques sont soumis aux dispositions réglementaires régissant cette institution dans la mesure où elles ne sont pas contraires à celles de la présente section.

### CHAPITRE IV : DISPOSITIONS APPLICABLES EN PERIODE DE MOBILISATION ET EN TEMPS DE GUERRE

Article R.\* 124-1 : Dans les cas prévus à l'article L.124-2, le décret portant suspension du conseil municipal ou du comité d'un syndicat de communes est pris sur la proposition du ministre chargé des territoires d'outre-mer.

Article R.\* 124-2 : Le dépôt des délibérations mentionnées au second alinéa de l'article L. 124-3 est fait aux services du haut-commissaire.

Article R.\* 124-3 : Dans les cas prévus à l'article L.124-4, le décret prononçant la suspension provisoire d'un conseiller municipal est pris sur le rapport du ministre chargé des territoires d'outre-mer.

Article R.\* 124-4 : Les dispositions de l'article R.\*124-3 relatives à la suspension des conseillers municipaux sont applicables au maire.

Article R.\* 124-5 : Dans les cas prévus à l'article L.124-6, le haut-commissaire doit immédiatement rendre compte des mesures prises au ministre chargé des territoires d'outre-mer.

Article R.\* 124-6 : La mise en demeure adressée par le haut-commissaire au maire ou au président du comité syndical, dans les cas prévus à l'article L.124-6, peut être faite soit par lettre, soit par télégramme, soit par message téléphonique.

La réponse adressée au haut-commissaire par le maire ou le président du comité syndical doit être faite dans l'une des formes indiquées à l'alinéa précédent.

### TITRE III POLICE

#### CHAPITRE PREMIER : DISPOSITIONS GENERALES

Article R.\* 131-5 : Dans le cas de l'article L. 131-12, le numérotage des maisons est exécuté pour la première fois à la peinture à l'huile.

Les propriétaires peuvent faire exécuter le numérotage à leurs frais soit en tôle vernissée, soit en faïence ou tout autre matériau.

#### CHAPITRE II : DISPOSITIONS PARTICULIERES

Article R.\* 132-1 : Toute commune peut avoir un ou plusieurs gardes champêtres.

Plusieurs communes peuvent avoir un même garde champêtre en commun.

Article R.\* 132-2 : Dans l'exercice de leurs fonctions, les gardes champêtres peuvent être armés. Ils ont, sur le bras, une plaque de métal où sont inscrits ces mots : « La Loi » ainsi que le nom de la municipalité et celui du garde.

Article R.\* 132-3 : Les gardes chargés de la conservation des bois peuvent exercer, en sus de leurs fonctions, les attributions dévolues aux gardes champêtres par l'article L. 132-2.

#### CHAPITRE III : RESPONSABILITE DES COMMUNES

Article R.\* 133-1 : Dans le cas de l'article L. 133-6, par dérogation aux dispositions du décret du 27-31 Août 1791, l'Etat est représenté par le haut-commissaire.

### TITRE V INTERETS PROPRES A CERTAINES CATEGORIES D'HABITANTS

#### CHAPITRE III : COMMUNES ASSOCIEES

Article R.\* 153-1 : Les membres désignés par le conseil municipal de la nouvelle commune pour compléter,

dans les conditions prévues à l'article L.153-5, la commission consultative prévue au même article sont au nombre :

- de trois pour les communes associées de moins de 500 habitants ;
- de cinq pour celles de 500 à 2 000 habitants ;
- de huit pour celles de plus de 2 000 habitants.

Article R.\* 153-2 : La commission consultative prévue à l'article L.153-5 se réunit dans l'annexe de la mairie.

## TITRE VI

### INTERETS COMMUNS A PLUSIEURS COMMUNES

#### CHAPITRE II : BIENS ET DROITS INDIVIS ENTRE PLUSIEURS COMMUNES

Article R.\* 162-1 : La décision portant création de la commission syndicale, prévue à l'article L.162-1, chargée de l'administration des biens et droits indivis entre plusieurs communes est prise :

- par arrêté du chef de subdivision administrative lorsque toutes les communes intéressées font partie de la même subdivision administrative ;
- par arrêté du haut-commissaire lorsqu'elles font partie du même territoire mais de subdivisions administratives différentes.

Article R.\* 162-2 : L'approbation, mentionnée à l'article L.162-3, des délibérations des conseils municipaux relatives à la répartition des dépenses votées par la commission syndicale entre les communes intéressées est donnée par le chef de subdivision administrative.

En cas de désaccord entre les conseils municipaux, l'autorité supérieure compétente pour prendre la décision est le haut-commissaire lorsque les conseils municipaux font partie du même territoire.

#### CHAPITRE III : SYNDICATS DE COMMUNES

Article R.\* 163-1 : L'autorisation de l'autorité supérieure prévue à l'article L.163-2 est accordée par arrêté du haut-commissaire.

Article R.\* 163-4 : L'autorité supérieure, mentionnée à l'article L.163-15, compétente pour prendre la décision d'admission d'une commune au syndicat est le haut-commissaire.

Article R.\* 163-5 : L'autorité supérieure, mentionnée à l'article L.163-16, compétente pour prendre la décision de retrait d'une commune et la décision d'extension des attributions et de modifications de conditions initiales de fonctionnement ou de durée du syndicat est le haut-commissaire.

Article R.\* 163-6 : Lorsque la dissolution d'un syndicat de communes intervient, en application du troisième alinéa de l'article L.163-18, à la demande de la majorité des conseils municipaux, elle est prononcée par arrêté du haut-commissaire.

Cet arrêté détermine, sous la réserve des droits des tiers, les conditions dans lesquelles le syndicat est liquidé.

#### CHAPITRE III : DISTRICTS

Article R.\* 164-1 : La décision institutive d'un district prévue à l'article L.164-1 est prise par arrêté du haut-

commissaire ; la liste des communes intéressées est fixée par la même autorité.

Article R.\* 164-2 : Dans le cas prévu à l'article L.164-3, l'approbation par l'autorité supérieure de la décision d'admission d'une nouvelle commune est donnée par le haut-commissaire.

Article R.\* 164-4 : Dans les cas prévus à l'article L.164-7, la décision de l'autorité supérieure est prise sous la forme d'un arrêté du haut-commissaire.

Article R.\* 164-5 : Lorsque des règles différentes régissent le contrôle administratif des communes suivant l'importance de leur population, la population de l'ensemble des communes formant le district entre en ligne de compte pour déterminer les règles qu'il y a lieu d'appliquer.

#### CHAPITRE VI : SYNDICATS MIXTES

Article R.\* 166-1 : L'autorisation prévue à l'article L. 166-2 de créer le syndicat mixte est donnée par arrêté du haut-commissaire.

Toutefois, lorsque le syndicat comprend une région ou un ou plusieurs établissements publics dont le budget est approuvé par un ministre ou par décret, l'autorisation de créer le syndicat mixte est donnée par arrêté du ministre chargé des territoires d'outre-mer, pris après avis, s'il y a lieu, des autres ministres intéressés.

Article R.\* 166-2 : Les modifications ultérieures de la décision institutive d'un syndicat mixte prise conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article précédent sont autorisées par arrêté du haut-commissaire, sauf dans le cas de changement d'objet du syndicat mixte ou d'adhésion à celui-ci d'une région ou d'un ou plusieurs établissements publics dont le budget est approuvé par un ministre ou par décret.

## LIVRE II

### FINANCES COMMUNALES

#### TITRE PREMIER

##### BUDGET

#### CHAPITRE PREMIER : VOTE ET REGLEMENT

Article R.\* 212-1 : Le haut-commissaire dans la subdivision administrative chef-lieu, le chef de subdivision administrative dans les autres subdivisions administratives exercent les attributions dévolues à l'autorité supérieure par les articles L.212-4 et L.212-9.

Article R.\* 212-2 : La commission spéciale, prévue à l'article L.212-5, est présidée par le haut-commissaire ou son délégué et comprend, outre les trois représentants de la commune mentionnés à cet article, un fonctionnaire spécialement désigné par le ministre de l'économie et des finances, un représentant de la trésorerie générale et un représentant de la direction des services fiscaux.

Lorsqu'il s'agit d'une ville de 20 000 habitants ou plus, la commission est complétée par un fonctionnaire désigné par le ministre chargé des territoires d'outre-mer.

Article R.\* 212-3 : La mise en demeure prévue à l'article L.212-6 est effectuée par l'envoi d'une lettre recommandée invitant le maire ou le conseil municipal soit à désigner les délégués dans un délai de quinze jours, soit

à répondre à une deuxième convocation du haut-commissaire dans un délai de huit jours.

Article R.\* 212-4 : Dans le cas prévu à l'article L.212-8, lorsque le budget est réglé par l'autorité supérieure, ce règlement donne lieu à un arrêté du ministre chargé des territoires d'outre-mer et du ministre de l'économie et des finances lorsqu'il s'agit d'une ville de 20 000 habitants ou plus, du haut-commissaire dans le cas contraire.

Article R.\* 212-5 : Lorsque l'exécution du budget du dernier exercice connu a fait apparaître un déficit, l'équilibre du budget n'est réputé assuré que s'il prévoit les mesures nécessaires pour assurer la résorption de ce déficit.

Article R.\* 212-6 : La notification prévue à l'article L.212-13 est faite au directeur des services fiscaux.

### TITRE III RECETTES

#### CHAPITRE PREMIER : DISPOSITIONS GENERALES

Article R. 231-1 : Pour l'application de l'article L. 231-16 :

1° Les taxes, mentionnées au premier alinéa, dont l'assiette ou la perception est contraire aux lois et règlements en vigueur sont signalées aux ministres intéressés par la Cour des comptes ;

2° Les attributions dévolues à l'autorité supérieure sont exercées par le haut-commissaire.

#### CHAPITRE III : TAXES, REDEVANCES OU VERSEMENTS AUTRES QUE CEUX PREVUS PAR LE CODE GENERAL DES IMPOTS

Article R. 233-19 : Lorsqu'une commune décide d'établir à son profit la taxe sur la publicité prévue par l'article L.233-15, cette taxe s'applique sans exception à tous les modes de publicité mentionnés à l'article L.233-17.

Elle est perçue selon les modalités prévues par les dispositions de la présente section.

Article R. 233-20 : Le maire fixe par arrêté la date d'application de la délibération du conseil municipal votant la taxe.

L'arrêté du maire est affiché sur le territoire de la commune et inséré au *Journal Officiel* du territoire.

Article R. 233-21 : Sont assujetties à la taxe :

1° Les affiches mentionnées aux 2° et 3° de l'article L.233-17 et apposées avant que cette taxe ne devienne applicable ;

2° Les affiches, réclames et enseignes lumineuses mentionnées aux 4° et 5° de l'article L.233-17, existant au moment de l'entrée en vigueur de ladite taxe.

La situation de ces deux catégories d'affiches est régulée dans les conditions prévues par les dispositions de la présente section et dans le délai de deux mois à compter de la mise en application de la délibération du conseil municipal instituant la taxe.

L'affranchissement de la taxe peut toutefois être accordé s'il est procédé à la suppression des affiches dans ce délai de deux mois.

Article R. 233-22 : Si une affiche comporte plusieurs faces, chaque face est considérée comme une affiche

distincte et donne lieu au paiement de la taxe.

Article R. 233-24 : Sous réserve de ce qui est dit à l'article R. 233-29, la taxe sur la publicité est acquittée, en ce qui concerne les affiches mentionnées aux 1° et 2° de l'article L.233-17, au moyen de timbres mobiles délivrés par la commune sur le territoire de laquelle ces affiches sont apposées.

Article R. 233-25 : Les timbres sont fournis aux municipalités par l'imprimerie des timbres-poste, sur demande signée du maire et adressée au trésorier-payeur général. Ils sont remis par l'intermédiaire de celui-ci au receveur municipal qui les prend en charge.

Les frais d'impression sont à la charge des communes intéressées.

Les timbres mobiles portent en surcharge le nom de la commune au profit de laquelle la taxe est instituée. Pour les communes d'une population au moins égale à 100 000 habitants, cette surcharge peut, à la demande des collectivités intéressées être imprimée par l'imprimerie des timbres-poste.

Article R. 233-26 : Pour la vente des timbres au public, le conseil municipal peut organiser une régie de recettes.

Article R. 233-27 : Le timbre est collé avant l'affichage aux risques et périls des personnes responsables de l'affiche.

Le timbre est oblitéré :

- soit par l'inscription, en travers du timbre, de la date de l'oblitération et de la signature du responsable de l'affiche ;

- soit par l'apposition, en travers du timbre, d'une griffe à encre grasse indiquant le nom de l'auteur de l'affiche ou la raison sociale de sa maison de commerce ainsi que la date de l'oblitération.

La signature ou la griffe apposée sur le timbre déborde sur le papier de l'affiche.

Article R. 233-28 : Sont considérées comme non timbrées les affiches qui portent :

1° un timbre n'émanant pas de la commune sur le territoire de laquelle l'affichage est fait ;

2° un timbre ayant déjà servi ;

3° un timbre de valeur insuffisante mais à concurrence seulement de l'insuffisance de perception.

Article R. 233-29 : La taxe est acquittée préalablement à l'apposition ou à la modification des affiches, réclames et enseignes mentionnées aux 3°, 4° et 5° de l'article L.233-17, sur déclaration établie dans les conditions prévues à l'article R.233-30 ci-après.

Le même mode de paiement est employé pour les affiches mentionnées à l'article R.233-24 lorsque leur nature ne permet pas l'emploi de timbres mobiles.

Article R. 233-30 : La déclaration est souscrite par le bénéficiaire de la publicité ou par l'entrepreneur d'affichage et déposée à la mairie de la commune sur le territoire de laquelle la publicité est envisagée.

Cette déclaration, datée et signée, contient les énonciations suivantes :

1° la nature et le texte de l'affiche ;

2° les nom, prénoms, profession ou raison sociale, le domicile ou le siège social des personnes ou collectivité

tés dans l'intérêt desquelles la publicité est faite, ainsi qu'éventuellement de l'entrepreneur de publicité et de l'imprimeur ;

3° la surface imposable de l'affichage, laquelle s'entend, pour les affiches et enseignes lumineuses, du rectangle dont les côtés passent par des points extrême ;

4° le nombre des exemplaires de l'affiche et la désignation précise de l'emplacement de chacun d'eux.

En cas de modification apportée à l'affiche, une nouvelle déclaration est souscrite dans les forme et délai prévus ci-dessus.

Article R. 233-31 : La déclaration prévue à l'article R.233-30 est conservée à la mairie où elle est enregistrée sur un carnet à souche numéroté comportant deux volants détachables.

Le représentant de la commune liquide les droits à payer et en reporte le montant ainsi que les bases d'imposition sur la souche et les deux volants. Le volant n° 1 est adressé au receveur municipal par la voie administrative normale, pour valoir titre de perception ; le volant n° 2 formant bulletin provisoire de versement est remis au redevable pour lui permettre de s'acquitter sans délai des droits auprès du receveur municipal ou du régisseur de recettes. Une quittance détachée d'un carnet à souche est alors remise au redevable pour justifier son versement.

Pour assurer le contrôle, le volant n° 2 est ensuite renvoyé à la mairie par le comptable avec mention du paiement, dès que le volant n° 1 lui est parvenu et a pu être rattaché au paiement.

Article R. 233-32 : Pour les affiches mentionnées au 3° de l'article L.233-17, la somme versée représente la taxe afférente à une période de cinq années.

Dans le mois qui suit l'expiration du délai de cinq ans courant à dater du jour du paiement de la taxe, le redevable est tenu de verser suivant les modalités prévues à l'article R.233-31, la taxe afférente à une nouvelle période quinquennale prenant cours à l'expiration de la précédente période à moins qu'il ne déclare l'affichage supprimé.

L'affiche porte dans la partie intérieure et à gauche, en caractères suffisamment apparents, le numéro d'enregistrement de la déclaration et la date de la quittance de la taxe afférente à la première période d'imposition.

Article R. 233-33 : Pour les affiches, réclames et enseignes lumineuses mentionnées au 4° de l'article L.233-17, la somme versée représente la taxe afférente à une période d'une année.

Dans le mois qui suit l'expiration du délai d'un an courant à dater du jour du paiement de la taxe, le redevable est tenu de verser, suivant les modalités prévues à l'article R.233-31, la taxe afférente à une nouvelle période d'une année courant de l'expiration de la précédente période, à moins qu'il ne déclare l'affichage supprimé.

Toutefois, si le redevable en fait la demande, la taxe peut être acquittée mensuellement dans les conditions prévues à l'article R. 233-34 ci-après.

Article R. 233-34 : Pour les affiches, réclames et enseignes lumineuses mentionnées au 5° de l'article L.233-17, la somme versée représente la taxe afférente à une période d'un mois.

La taxe afférente à chaque mois autre que le premier est acquittée, suivant les modalités prévues à l'article R.233-31, dans les dix jours qui suivent l'expiration du mois précédent et la perception est continuée de mois en mois dans les mêmes conditions, jusqu'à ce qu'il ait été déclaré que l'affiche, réclame ou enseigne a été supprimée.

Article R. 233-35 : L'action en recouvrement de la taxe sur la publicité prévue à l'article L. 233-24, se prescrit par un délai de cinq ans.

La taxe indûment versée par suite d'une erreur imputable aux parties ou à l'administration municipale peut être restituée sauf si la taxe est acquittée par apposition de timbres.

L'action en restitution se prescrit par un délai de deux ans à compter de la perception.

Article R. 233-36 : Le maire, le commissaire de police, les fonctionnaires municipaux assermentés, les militaires de la gendarmerie et, en général, tous les agents de la force publique sont qualifiés pour constater par procès-verbal les infractions aux dispositions relatives à la taxe communale sur la publicité.

Article R.\*\* 233-37 : Toute contravention aux dispositions des articles L.233-15, L.233-17, L.233-19, L.233-21 à L.233-23, ainsi qu'à celles des articles R.233-24 à R.233-34 et des arrêtés pris pour leur application, est punie d'une amende de 80 francs français à 160 francs français par affiche, réclame ou enseigne.

Pour les affiches lumineuses mentionnées au 5° de l'article L.233-17, cette amende est encourue pour chaque annonce.

Article R. 233-38 : L'action en recouvrement des amendes prévues à l'article L.233-26 se prescrit dans un délai de cinq ans.

#### CHAPITRE VI : AVANCES, EMPRUNTS ET GARANTIES D'EMPRUNTS

Article R.\*\*236-1 : Les avances mentionnées à l'article L.236-2 ne peuvent être accordées qu'aux communes et établissements publics communaux qui justifient :

- que leur situation de caisse compromet le règlement de dépenses indispensables et urgentes ;
- que cette situation n'est pas due à une insuffisance des ressources affectées à la couverture définitive de leurs charges et en particulier à un déséquilibre budgétaire.

Article R.\*\*236-2 : Par exception aux dispositions de l'article précédent, des avances peuvent être accordées pour couvrir les dépenses supplémentaires imposées au cours d'un exercice par des circonstances qui ne pouvaient être prévues lors de l'établissement des prévisions de recettes.

Dans ce cas, l'emprunteur prend l'engagement de créer au cours de l'exercice suivant les ressources nécessaires à la couverture de ces dépenses et au remboursement des avances.

Article R.\*\*236-3 : Le montant total des avances accordées ne peut dépasser le maximum ci-après :

- pour les communes : 25 p. 100 du montant des recettes inscrites à leur budget de fonctionnement ;
- pour les établissements publics communaux : 35 p.

100 du montant des recettes inscrites à leur budget de fonctionnement.

**Article R.\*\*236-4 :** Les avances accordées en application des articles précédents sont remboursées dans le délai maximum de deux ans.

Le délai effectif de remboursement et le taux des intérêts sont fixés par le ministre des finances.

**Article R.\*\*236-5 :** Les demandes d'avances sont appuyées de toutes pièces propres à justifier des besoins des communes ou établissements emprunteurs, à décrire leur situation financière et à établir les possibilités de remboursement.

**Article R.\*\*236-6 :** Les pièces mentionnées à l'article précédent comprennent notamment :

1° le budget de l'exercice en cours et les actes qui l'ont complété ;

2° le compte administratif de l'exercice précédent ;

3° l'état du passif, comportant la situation développée de la dette et indiquant les échéances de remboursement ;

4° l'état des restes à recouvrer et des restes à payer établi par le comptable et certifié par l'ordonnateur ;

5° la situation de caisse ;

6° la copie des délibérations du conseil municipal ou des organes de gestion ;

7° l'avis motivé du trésorier-payeur général ou du contrôleur financier.

**Article R.\*\*236-7 :** Le ministre de l'économie et des finances peut déléguer ses pouvoirs au haut-commissaire pour l'attribution des avances sollicitées par les communes et établissements publics communaux.

Les décisions du haut-commissaire sont prises sur la proposition du trésorier-payeur général.

Les modalités et limites de la délégation sont fixées par arrêté du ministre des finances.

**Article R.\*\*236-8 :** L'autorisation prévue à l'article L.236-7 est donnée par arrêté du ministre de l'économie et des finances et du ministre chargé des territoires d'outre-mer.

**Article R. 236-9 :** Sont applicables aux emprunts contractés à l'étranger par les communes et leurs groupements les dispositions de l'article 6 du décret n° 67-78 du 27 janvier 1967, modifié par l'article 1er du décret n° 69-264 du 21 mars 1969.

**Article R. 236-10 :** L'arrêté interministériel prévu au premier alinéa de l'article L.236-10 est pris par le ministre de l'économie et des finances et le ministre chargé des territoires d'outre-mer.

**Article R. 236-11 :** La caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales est un établissement national à caractère administratif doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

**Article R. 236-12 :** La caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales est administrée par un conseil comprenant :

1° un des représentants du Parlement à la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations désigné par décret, sur proposition de cette commission, président ;

2° huit représentants des collectivités locales :

deux représentants de conseils généraux et cinq maires dont l'un représente les collectivités exploitant des services à caractère industriel ou commercial, nommés par arrêté du ministre de l'intérieur et du ministre de l'économie et des finances ;

un représentant des collectivités locales des départements d'outre-mer désigné par le ministre chargé des départements d'outre-mer ;

3° un président de chambre de commerce et d'industrie désigné par le ministre compétent ;

4° neuf membres de droit :

- le directeur général de la caisse des dépôts et consignations ou son représentant ;

- le gouverneur du Crédit foncier de France ou son représentant ;

- le directeur général de la caisse nationale de crédit agricole ou son représentant ;

- le commissaire général du plan d'équipement et de la productivité ou son représentant ;

- le délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale ou son représentant ;

- le directeur du budget du ministère de l'économie et des finances ou son représentant ;

- un représentant du ministre chargé de l'équipement ;

- un représentant du ministre chargé de l'industrie ;

- un représentant du ministre chargé de la santé.

En outre, le préfet de la région d'Ile-de-France siège au conseil pour le financement des opérations à réaliser dans la région.

Le directeur général des collectivités locales au ministère de l'intérieur et le directeur du Trésor au ministère de l'économie et des finances siègent au conseil en qualité de commissaire du Gouvernement.

**Article R. 236-13 :** Le président du conseil d'administration et les administrateurs mentionnés aux 1° et 2° du premier alinéa de l'article R.236-12 ci-dessus sont nommés pour trois ans. Leur mandat, qui est renouvelable une fois, prend fin de plein droit lorsqu'ils cessent d'exercer les fonctions électives à raison desquelles ils ont été désignés.

En cas de vacance il est pourvu à leur remplacement pour le temps qu'il reste à courir sur la durée de leur mandat.

Si leur mandat arrive à son terme avant la date d'expiration des fonctions électives à raison desquelles ils ont été désignés soit au cours de la même année, soit dans l'année qui précède, il est prorogé de droit jusqu'au renouvellement de l'assemblée à laquelle ils appartiennent.

Dans ce cas et si la proportion des membres du conseil dont le mandat est prorogé atteint le tiers du nombre des administrateurs représentant le Parlement et les collectivités locales, le mandat des autres administrateurs nommés à ce titre est également prorogé pour le temps qui reste à courir sur la durée du premier mandat venant à renouvellement.

**Article R. 236-14 :** Le conseil d'administration de la caisse



se d'aide à l'équipement des collectivités locales règle les affaires de la caisse.

Il délibère notamment sur son budget, sur son compte financier ainsi que sur ses opérations financières.

Article R. 236-15 : Le conseil d'administration de la caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales se réunit au moins deux fois par an sur convocation de son président.

Article R. 236-16 : Le conseil d'administration de la caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales peut désigner en son sein une commission permanente.

Il peut lui déléguer une partie de ses pouvoirs.

Article R. 236-17 : Le fonctionnement financier et comptable de la caisse est assuré conformément aux dispositions du décret n° 53-1227 du 10 décembre 1953 et du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 selon les modalités ci-après :

Sous le contrôle du conseil d'administration, la caisse des dépôts et consignations assure la gestion administrative des opérations de la caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales.

Le directeur général de la caisse des dépôts et consignations est l'ordonnateur de la caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales.

Il représente la caisse en justice et dans tous les actes de la vie civile.

Article R. 236-18 : L'agent comptable de la caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales est nommé par arrêté du ministre de l'économie et des finances.

Article R. 236-19 : La comptabilité de la caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales est distincte de celle de la caisse des dépôts et consignations.

Article R. 236-20 : Aucune création d'emploi ne peut résulter de la mise en place de la caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales.

Article R. 236-21 : Un rapport sur le fonctionnement de la caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales est établi chaque année et présenté au Parlement.

Article R. 236-22 : La caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales apporte son concours aux départements, aux communes et à leurs groupements, aux territoires d'outre-mer, aux régions, aux chambres de commerce et d'industrie, aux ports autonomes, aux établissements publics gestionnaires d'aéroports et aux organismes bénéficiant de la garantie de ces collectivités dans les conditions prévues par les articles L.236-10 à L.236-12, l'article R.236-23, les articles R.236-27 à R.236-45 et l'article premier du décret n° 55-632 du 20 mai 1955.

Article R. 236-23 : La caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales intervient pour faciliter aux départements, communes, syndicats de communes, chambres de commerce et d'industrie et organismes bénéficiant de leur garantie le placement de tout emprunt soit dans le public, soit auprès de prêteurs autres que la caisse des dépôts et consignations, le crédit foncier de France et les caisses de crédit agricole.

Article R. 236-24 : La caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales gère les emprunts émis antérieurement à sa création en application des textes mentionnés à l'article R. 236-22.

Article R. 236-25 : La caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales peut faciliter, à l'aide des ressources que lui procure notamment l'émission d'emprunts, l'équipement des collectivités locales et organismes mentionnés à l'article R. 236-22.

Article R. 236-26 : La caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales :

- est consultée par le conseil de direction du fonds de développement économique et social sur les programmes d'équipement des collectivités locales qui sont soumis aux délibérations de ce conseil ;

- peut être chargée de toutes études et missions relatives au financement de ces équipements soit par les collectivités elles-mêmes, soit par les administrations chargées de leur contrôle, soit par les institutions financières.

Article R.\* 236-27 : La caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales assume l'émission et la gestion des emprunts réalisés en application de l'article L.236-10.

Article R.\* 236-28 : La caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales a pour mission :

- 1° d'une manière générale, d'effectuer toutes les opérations qui, en dehors du placement et de la domiciliation, doivent être réalisées pour assurer la vie et le remboursement normal ou anticipé des emprunts ;

- 2° de passer avec les collectivités émettrices les conventions et avenants prévus aux articles R.236-30 et R.236-31 ;

- 3° de recevoir et de répartir les souscriptions prévues à l'article R. 236-32 ;

- 4° de faire imprimer les titres à remettre aux souscripteurs et d'en assurer la transmission soit directement, soit par l'intermédiaire du comptable de la collectivité émettrice ;

- 5° d'établir et de publier les tableaux d'amortissement ;

- 6° d'accomplir les formalités nécessaires pour obtenir l'admission des titres à la cote officielle de la Bourse de Paris ;

- 7° d'assurer les tirages d'amortissement et la publication des listes de tirages ;

- 8° de recevoir les annuités dues par les collectivités émettrices pour assurer le service de leur dette, ainsi que, le cas échéant, toute somme destinée au remboursement anticipé, partiel ou total de l'emprunt ;

- 9° d'assurer le service financier des titres : paiement des coupons, remboursement des titres amortis, règlement des commissions dues aux guichets domiciliaires ;

- 10° d'effectuer les opérations de rachats en bourse ;

- 11° d'assurer le service des transferts des titres de l'emprunt : établissement des certificats nominatifs, conservation des titres au porteur échangés contre les certificats nominatifs, exécution des transferts de toute nature, règlement d'office des produits ;

- 12° de recevoir les significations d'oppositions et de mainlevées, ainsi que tous actes concernant toutes opérations sur titres et coupons, et de suivre les procédures engagées ;

- 13° d'effectuer les opérations d'échange, recouperne-



ment, substitution, validation de titres et coupons, réfection de titres détériorés.

**Article R.\* 236-29 :** A titre de participation forfaitaire aux frais de fonctionnement, les collectivités émettrices versent une rémunération calculée dans des conditions fixées par arrêté du ministre de l'économie et des finances et du ministre chargé des territoires d'outre-mer.

Les intérêts moratoires prévus à l'article R.236-45 sont versés au même titre.

**Article R. 236-30 :** Chaque emprunt fait l'objet, préalablement à son émission, d'une convention avec la collectivité emprunteuse.

Cette convention :

- détermine les conditions financières de l'emprunt ;
- fixe la période d'émission et les conditions dans lesquelles les titres sont remis aux souscripteurs ;
- définit le rôle de la caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales ;
- précise les obligations qui incombent à la collectivité à l'égard de la caisse pour le service de l'emprunt.

Les conditions financières de l'emprunt sont conformes à l'une des formules définies par arrêté du ministre de l'économie et des finances et du ministre chargé des territoires d'outre-mer en application de l'article L.236-10.

**Article R. 236-31 :** Après clôture de l'émission, et compte tenu de son montant effectif, la convention mentionnée à l'article précédent est, s'il y a lieu, rectifiée et complétée par un avenant.

**Article R. 236-32 :** Les souscriptions ne peuvent être faites au profit d'un émetteur déterminé.

Leur produit est attribué aux collectivités locales émettrices par décision du conseil d'administration de la caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales.

**Article R. 236-33 :** Les commissions réglées, le cas échéant, aux intermédiaires ayant transmis les souscriptions sont remboursées à la caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales par les collectivités bénéficiaires.

**Article R. 236-34 :** Les souscriptions des organismes d'assurances, d'épargne, de capitalisation, de retraite et autres organismes de prévoyance ainsi que les banques et établissements de crédit, ayant un caractère national, sont reçues directement et exclusivement par la caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales.

**Article R. 236-35 :** Les souscripteurs mentionnés à l'article R.236-30 reçoivent des titres du ou des emprunts auxquels correspondent leurs souscriptions.

**Article R. 236-36 :** Le groupement en une série unique, prévu au deuxième alinéa de l'article L.236-11, des emprunts présentant les mêmes caractéristiques est prononcé par décision du conseil d'administration de la caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales.

Les emprunts ainsi groupés sont gérés comme un emprunt unique.

**Article R. 236-37 :** Les emprunts de la même série sont unifiés et cotés en bourse sous une même rubrique.

**Article R. 236-38 :** Les titres des emprunts d'une même série forment une suite ininterrompue de numéros.

**Article R. 236-39 :** Si les emprunts comportent un amortissement par échéance successives, il est établi un tableau d'amortissement unique pour l'ensemble des emprunts de la série.

Les tirages au sort et les rachats en bourse sont effectués sans qu'il y ait lieu à aucune distinction entre les titres des différents emprunts de la série.

Lorsque, par suite notamment du rattachement de nouveaux emprunts à la série, il y a lieu à révision du tableau d'amortissement, cette révision est opérée annuellement ; le tableau révisé est publié au plus tard un mois avant la date prévue pour les tirages.

**Article R. 236-40 :** Les titres des emprunts d'une même série sont cotés en bourse sous une même rubrique.

**Article R. 236-41 :** Les sommes versées par les diverses collectivités émettrices d'emprunts groupés dans une même série sont affectées sans distinction au service de l'ensemble des emprunts de cette série.

**Article R. 236-42 :** Les titres remis aux souscripteurs, en application de l'article R.236-30, portent la mention «Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales, article R.236-22 du code des communes» et l'indication de la série unifiée à laquelle ils appartiennent.

Les titres sont signés par le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, établissement chargé de la gestion administrative de la caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales, et par l'agent comptable de la caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales ; ces signatures peuvent être imprimées.

Ils comportent, dans un emplacement réservé à cet effet, l'indication du nom de la collectivité emprunteuse ou la mention «diverses collectivités» ; ces mentions peuvent être apposées au timbre humide.

**Article R. 236-43 :** Les frais d'impression et d'envoi des titres, ainsi que les commissions de placement, et, s'il en existe, les frais de publicité sont à la charge de l'emprunteur.

**Article R. 236-44 :** Les collectivités émettrices versent à la caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales l'annuité nécessaire au service de leurs emprunts un mois au moins avant chaque échéance.

**Article R. 236-45 :** Les commissions dues aux guichets domiciliataires sont réparties entre les émetteurs des emprunts d'une même série unifiée proportionnellement à l'importance de ces emprunts.

Le règlement des sommes ainsi déterminées est effectué à la caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales dans les conditions fixées par la convention prévue à l'article R.236-30 ci-dessus.

En cas de retard à ces règlements, des intérêts moratoires sont dus par les collectivités débitrices au taux fixé par ladite convention.

**Article R. 236-46 :** Si l'amortissement a lieu par rachats en bourse, les bénéfices nets de rachats revenant aux émetteurs sont répartis par la caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales en une seule fois, après paiement de la dernière échéance, proportionnellement aux montants et aux durées des divers emprunts unifiés de la même série.

Article R. 236-47 : L'exécution des obligations stipulées à la convention prévue à l'article R.236-30 libère les collectivités émettrices de toute autre obligation et les exonère de toute responsabilité du chef du service de leur emprunt.

Les comptables des collectivités émettrices n'ont à justifier dans leurs écritures que de la réalisation au profit de la caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales des versements prévus par ladite convention.

#### TITRE IV

#### COMPTABILITE

##### CHAPITRE PREMIER : COMPTABILITES DU MAIRE ET DU COMPTABLE

Article R. 241-2 : Les recettes et les dépenses des communes ne peuvent être faites que conformément au budget de chaque exercice ou aux décisions modificatives.

Article R. 241-3 : Au début de chaque année, le maire dispose d'un délai de deux mois pour procéder à l'émission des titres de perception et des mandats correspondant aux droits acquis et aux services faits pendant l'année ou les années précédentes.

Le receveur municipal dispose du même délai pour comptabiliser les titres de perception et les mandats émis par le maire.

En cas de circonstances particulières, ce délai peut être prorogé d'une durée n'excédant pas un mois par décision du chef de la subdivision administrative prise sur avis du trésorier-payeur général.

Article R.\* 241-4 : Les produits des communes et des établissements publics communaux et intercommunaux qui ne sont pas assis et liquidés par les services fiscaux de l'Etat, en exécution des lois et règlements en vigueur, sont recouvrés :

- soit en vertu de contrats ou de jugements exécutoires ;

- soit en vertu d'arrêtés, d'états ou de rôles pris ou émis par le maire de la commune ou l'ordonnateur de l'établissement public, et rendus exécutoires par le haut-commissaire ou par le chef de subdivision administrative.

Article R.\* 241-5 : Les poursuites pour le recouvrement des produits mentionnés à l'article précédent ont lieu comme en matière d'impôts directs.

Article R. 241-6 : Les dépenses ne peuvent être acquittées que sur les crédits ouverts à chacune d'elles ; ces crédits ne peuvent être employés par le maire à d'autres dépenses.

Article R. 241-7 : Aucune dépense ne peut être acquittée si elle n'a été préalablement mandatée par le maire sur un crédit régulièrement ouvert.

Article R. 241-8 : Tout mandat énonce l'exercice et le crédit auxquels la dépense s'applique ; il est accompagné, pour la constatation de la dette et la régularité du paiement, des pièces indiquées par les règlements.

Article R. 241-9 : Les maires demeurent chargés, sous leur responsabilité, de la remise aux ayants droit des mandats ordonnancés par eux et payables en numéraire.

Article R. 241-10 : Les bénéficiaires de mandats de paiement émis en règlement de sommes dues par la commune peuvent obtenir le versement des sommes figurant sur ces titres tant que la créance ne se trouve pas éteinte par les déchéances ou prescriptions qui lui sont applicables.

Article R. 241-11 : Les opérations d'engagement, d'ordonnancement et de liquidation des dépenses sont consignées dans la comptabilité administrative, selon les modalités fixées par le ministre chargé des territoires d'outre-mer.

Article R. 241-12 : Chaque année, le maire soumet au conseil municipal, avant la délibération sur le budget, le compte de l'exercice clos.

Article R. 241-13 : Le compte de l'exercice clos, sur lequel le conseil municipal est appelé à délibérer, présente, par colonne distincte et dans l'ordre des chapitres et des articles du budget :

En recettes :

- 1° la nature des recettes ;
- 2° les évaluations du budget ;
- 3° la fixation définitive des sommes à recouvrer d'après les titres justificatifs.

En dépenses :

- 1° les articles de dépenses du budget ;
- 2° le montant des crédits ;
- 3° les crédits ou portions de crédits à annuler, faute d'emploi dans les délais prescrits.

Le maire joint à ce compte les développements et explications nécessaires pour éclairer le conseil municipal, ainsi que l'autorité supérieure, et leur permettre d'apprécier ses actes administratifs pendant l'exercice écoulé.

Article R. 241-14 : Le compte du maire est adressé au haut-commissaire ou au chef de subdivision administrative.

Article R. 241-15 : Une copie conforme du compte administratif, tel qu'il a été vérifié par le conseil municipal et examiné par le haut-commissaire ou le chef de subdivision administrative, est transmise par le comptable à la Cour des Comptes, comme élément de contrôle du compte de sa gestion.

Article R. 241-17 : Le maire remet au comptable de la commune, dûment récapitulée sur un bordereau d'émission, une expédition en forme de tous les baux, contrats, jugements, testaments, déclarations, états de recouvrement, titres nouveaux et autres, concernant les recettes dont la perception lui est confiée.

Le comptable peut demander, au besoin, que les originaux des actes formant titre au profit de la commune lui soient remis contre récépissé.

Pour lui permettre d'exercer le contrôle qui lui incombe, le trésorier-payeur général reçoit directement du maire une copie de chaque bordereau d'émission de titres de recettes.

Article R. 241-18 : Le compte de gestion des receveurs des communes et des établissements publics communaux comprend toutes les opérations constatées au titre de la gestion, y compris celles effectuées pendant le délai complémentaire prévu à l'article R. 241-3.

Ces opérations sont rattachées à la dernière journée de la gestion.

Article R. 241-19 : Le compte de gestion présente la situation générale des opérations de la gestion en distinguant :

- la situation au début de la gestion, établie sous la forme de bilan d'entrée ;
- les opérations de débit et de crédit constatées durant la gestion ;
- la situation à la fin de la gestion, établie sous forme de bilan de clôture ;
- le développement des opérations effectuées au titre du budget ;
- et les résultats de celui-ci.

Article R. 241-20 : Le compte de gestion est établi par le receveur municipal en fonction à la clôture de la gestion.

Il est visé par l'ordonnateur, qui certifie que le montant des titres à recouvrer et des mandats est conforme aux écritures de la comptabilité administrative.

Il est signé par tous les comptables qui se sont succédés depuis le début de la gestion.

Article R. 241-21 : Le receveur municipal recouvre les divers produits aux échéances déterminées par les titres de perception ou par l'autorité supérieure.

Article R. 241-22 : Le receveur municipal est tenu :

- 1° de faire, sous sa responsabilité personnelle, toutes les diligences nécessaires pour la perception des revenus, legs et donations et autres ressources affectées au service de la commune ;
- 2° de faire faire, contre les débiteurs en retard de payer et avec l'autorisation du maire, les actes, significations, poursuites et commandements nécessaires ;
- 3° d'avertir les administrateurs de l'expiration des baux ;
- 4° d'empêcher les prescriptions ;
- 5° de veiller à la conservation des domaines, des droits, des privilèges et hypothèques ;
- 6° de requérir, à cet effet, l'inscription au bureau des hypothèques de tous les titres qui en sont susceptibles ;
- 7° enfin, de tenir registre des inscriptions au bureau des hypothèques et autres poursuites et diligences.

Article R. 241-23 : Le receveur municipal joint, à ses comptes, comme pièce justificative, un état des propriétés foncières, des rentes et des créances mobilières composant l'actif de la commune ou un état annuel décrivant les modifications survenues au cours de l'exercice.

Cet état, certifié conforme par le receveur municipal, est visé par le maire, qui joint ses observations s'il y a lieu.

Article R. 241-24 : Les certificats de quitus sont délivrés aux comptables, à l'effet de remboursement de cautionnement, après que l'autorité qui juge les comptes, a reconnu qu'ils ont satisfait aux obligations imposées par l'arrêté du 29 vendémiaire an XII pour la conservation des biens et des créances appartenant aux communes.

Article R. 241-25 : Les receveurs municipaux ne peuvent se refuser à acquitter les mandats ou ordonnances, ni en retarder le paiement, que :

- si la somme ordonnancée ne porte pas sur un crédit ouvert ou l'excède ;
- si les pièces produites sont insuffisantes ou irrégulières ;
- s'il y a, par due signification, entre les mains du comptable, opposition au paiement réclamé.

Article R. 241-26 : Tout refus, tout sursis de paiement est motivé dans une déclaration immédiatement délivrée par le receveur municipal au maire et, le cas échéant, au porteur du mandat.

Article R. 241-27 : Tout receveur municipal qui a indûment refusé ou retardé un paiement régulier, ou qui n'a pas délivré au porteur du mandat la déclaration motivée de son refus, est responsable des dommages qui peuvent en résulter et encourt en outre, selon la gravité des cas, la perte de son emploi.

Article R. 241-30 : Dans la première quinzaine d'avril, le receveur municipal dresse d'après ses écritures, un état de situation de l'exercice clos, qui présente :

- les recouvrements effectués et les restes à recouvrer ;
- les dépenses faites et les restes à payer ;
- les crédits annuels ;
- l'excédent définitif des recettes.

Cet état est remis par le receveur municipal au maire pour être joint, comme pièce justificative, au compte administratif et servir au règlement définitif des recettes et des dépenses de l'exercice clos.

Article R. 241-31 : Les comptes sont transmis au comptable chargé de leur mise en état d'examen et de leur présentation, avant le premier septembre, aux autorités chargées de les juger ou de les apurer.

Article R. 241-32 : Le comptable de la commune est assujéti, pour l'exécution des règlements concernant sa responsabilité et les formes de la comptabilité communale, à la surveillance du trésorier-payeur général.

## CHAPITRE II : ARRET, JUGEMENT DES COMPTES ET GESTION DE FAIT

Article R.\*\*242-1 : Conformément aux dispositions de l'article 23 du décret n° 68-827 du 20 septembre 1968, sous réserve du droit d'évocation de la Cour des comptes exercé par voie d'arrêt, les trésoriers-payeurs généraux arrêtent les comptes présentés par les comptables des communes et des établissements publics communaux appartenant aux catégories définies à l'article R. 242-2 ci-dessous.

Article R. 242-2 : Les établissements publics communaux mentionnés à l'article précédent sont les établissements publics communaux, les syndicats de communes, les établissements publics locaux qui suivent les règles de la comptabilité des communes et les associations syndicales autorisées.

Article R. 242-6 : Les décisions d'apurement administratives des comptes publics des communes et des établissements publics communaux prévues par l'article 24 du décret n° 68-827 du 20 septembre 1968 sont prises selon les règles de procédure déterminées par les arti-

cles 2 à 5, 7 à 14, 15 et 17 du décret n° 69-366 du 11 avril 1969, modifié par le décret n° 74-156 du 21 février 1974.

**Article R. 242-7 :** Conformément aux dispositions de l'article 25 du décret n° 68-827 du 20 septembre 1968, la Cour des comptes juge les gestions de fait afférentes aux comptes ressortissant à l'apurement administratif par les trésoriers-payeurs généraux, et les comptes du comptable patent portant sur les opérations effectuées depuis le début de la gestion de fait sont transmis d'office à la Cour.

**Article R. 242-8 :** Sont applicables à l'apurement des gestions de fait, les règles de procédure déterminées par l'article 6 du décret n° 69-366 du 11 avril 1969, complété par l'article 1er du décret n° 74-156 du 21 février 1974.

## TITRE V

### DISPOSITIONS APPLICABLES A CERTAINS ETABLISSEMENTS COMMUNAUX

#### CHAPITRE PREMIER : DISPOSITIONS APPLICABLES AU SYNDICAT DE COMMUNES

**Article R. 251-1 :** Les dispositions des titres premier à IV du présent livre, telles qu'elles ont été rendues applicables aux communes, sont applicables au syndicat de communes.

#### CHAPITRE II : DISPOSITIONS APPLICABLES AU DISTRICT

**Article R. 252-1 :** Les dispositions des titres premier à IV du présent livre, telles qu'elles ont été rendues applicables aux communes, sont applicables au district.

#### CHAPITRE IV : DISPOSITIONS APPLICABLES AU SYNDICAT MIXTE

**Article R. 254-1 :** Les dispositions des titres premier à IV du présent livre, telles qu'elles ont été rendues applicables aux communes, sont applicables au syndicat mixte.

## LIVRE III

### ADMINISTRATION ET SERVICES COMMUNAUX

#### TITRE PREMIER

##### ADMINISTRATION DE LA COMMUNE

##### CHAPITRE PREMIER : BIENS COMMUNAUX

**Article R.\* 311-1 :** Les acquisitions d'immeubles, de droits immobiliers, de fonds de commerce et de droits sociaux donnant vocation à l'attribution en pleine propriété d'immeubles ou de parties d'immeubles, d'une valeur totale égale ou supérieure à une somme fixée par arrêté du ministre de l'économie et des finances, poursuivies par les communes, par les établissements publics communaux et par les concessionnaires de travaux publics des communes, ainsi que les tranches d'acquisition d'un montant inférieur mais qui font partie d'une opération d'ensemble portant sur des immeubles ou des droits immobiliers d'une valeur supérieure à cette somme ne peuvent être réalisées qu'après avis des services fiscaux (domaines) sur le prix.

**Article R.\* 311-2 :** Les baux, accords amiables et conventions quelconques ayant pour objet la prise en location d'immeubles de toute nature ou de fonds de commerce, d'un loyer annuel total, charges comprises, égal ou

supérieur à une somme fixée par arrêté du ministre de l'économie et des finances, négociés par les communes et par les établissements publics communaux, ne peuvent, quelle qu'en soit la durée, être réalisés qu'après avis des services fiscaux (domaines) sur le prix.

Il en est de même, quel que soit le montant du loyer, si la durée prévue pour l'opération est supérieure à neuf ans.

**Article R.\* 311-3 :** Dans les cas prévus aux articles R.\* 311-1 et R.\* 311-2, l'avis des services fiscaux (domaines) est demandé avant l'intervention d'une entente amiable entre la commune ou l'établissement public communal et les parties intéressées.

En cas d'expropriation pour cause d'utilisation publique, l'avis prévu à l'article R.\* 311-1 est provoqué avant toute notification aux propriétaires, des offres d'acquisition amiable.

L'avis est formulé dans le délai d'un mois à compter de la date de réception de la demande.

Après l'expiration de ce délai, il peut être procédé à la réalisation de l'opération.

**Article R.\* 311-4 :** Les services fiscaux (domaines) peuvent, à l'occasion de l'examen auquel ils se livrent en vue d'émettre l'avis prescrit par les articles R.\* 311-1 et R.\* 311-2, formuler, à titre consultatif, toute observation et toute suggestion autres que celles d'ordre technique relatives au choix fait des emplacements, immeubles, fonds de commerce et droits sociaux, objets de la demande d'avis.

**Article R.\* 311-9 :** Dans les cas prévus à l'article L.311-2, les comptables publics sont déchargés de toute responsabilité par la remise des fonds au notaire rédacteur de l'acte.

**Article R.\* 311-10 :** Le prix des acquisitions d'immeubles, de droits réels immobiliers ou de fonds de commerce appartenant à une femme mariée, réalisées selon les règles du droit commun par les communes et leurs établissements publics, peut être payé sans que soient exigées la production du contrat de mariage ainsi que, le cas échéant, la justification du remploi de prix, lorsque le montant de l'acquisition n'excède pas dix mille francs français.

**Article R.\* 311-13 :** Pour les acquisitions immobilières passées en la forme administrative par les communes et leurs établissements publics, il peut être payé au vendeur, dès l'expiration des délais ouverts pour prendre les inscriptions ayant un effet rétroactif, un acompte dans la limite maximum des trois quarts de la différence entre les prix stipulés et celui des charges et accessoires.

Cet acompte est payé après autorisation de l'autorité habilitée à recevoir l'acte administratif.

#### CHAPITRE II : DONS ET LEGS

**Article R.\* 312-1 :** Dans le cas, prévu au premier alinéa de l'article L.312-1, de transaction avec les héritiers de l'auteur de la libéralité, l'autorisation de transiger est donnée par arrêté du haut-commissaire pris après avis du conseil du contentieux administratif.

**Article R.\* 312-2 :** Dans tous les cas où les dons et legs mentionnés au premier alinéa de l'article L.312-3 donnent lieu à des réclamations des familles, l'autorisation

de les accepter est donnée par arrêté du haut-commissaire pris après avis du conseil du contentieux administratif.

**Article R.\* 312-3 :** Dans le cas prévu au deuxième alinéa de l'article L.312-3, l'acceptation ou le refus des dons et legs est autorisé par arrêté du haut-commissaire.

**Article R.\* 312-4 :** Tout notaire constitué dépositaire d'un testament contenant un legs en faveur d'une commune ou d'un établissement public communal est tenu, dès l'ouverture du testament, d'adresser au représentant de la commune ou de l'établissement légataire, ainsi qu'au haut-commissaire du territoire du lieu de l'ouverture de la succession, la copie intégrale des dispositions testamentaires et un état des héritiers dont l'existence lui a été révélée, avec leurs nom, prénoms, profession, degré de parenté et adresse.

La copie est écrite sur papier libre, et il est délivré récépissé des pièces transmises.

**Article R.\* 312-5 :** Dans un délai de huit jours, le haut-commissaire requiert le maire du lieu de l'ouverture de la succession de lui transmettre, dans le plus bref délai, un état contenant les indications relatives aux héritiers connus et énoncées dans l'article précédent.

Le haut-commissaire, dès qu'il a reçu cet état, invite les personnes qui lui sont signalées comme héritières soit par le notaire, soit par le maire, à prendre connaissance du testament, à donner leur consentement à son exécution ou à produire leurs moyens d'opposition, le tout dans un délai d'un mois.

Ces diverses communications sont faites par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par la voie administrative.

**Article R.\* 312-6 :** Dans le même délai de huit jours, l'invitation mentionnée à l'article précédent est adressée par les soins du haut-commissaire à tous les héritiers inconnus, par un avis inséré dans le *Journal Officiel* du territoire et une affiche qui reste apposée, pendant trois semaines consécutives, à la porte de la mairie du lieu de l'ouverture de la succession.

Cette affiche contient, en outre, l'extrait des dispositions testamentaires en faveur de l'établissement légataire.

Le maire fait parvenir au haut-commissaire un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité.

**Article R.\* 312-7 :** Les héritiers ne sont recevables à présenter leurs réclamations que dans un délai de trois mois à partir de l'accomplissement des formalités prescrites par l'article précédent.

Les réclamations sont adressées au haut-commissaire du territoire du lieu de l'ouverture de la succession.

A l'expiration de ce délai, il est statué par l'autorité compétente sur l'acceptation ou le refus du legs.

Si un même testament contient des legs distincts faits à des établissements différents et ne relevant pas de la même autorité administrative, chaque autorité se prononce séparément.

**Article R.\* 312-8 :** Tout notaire dépositaire d'un testament contenant un legs en faveur d'une commune ou d'un établissement public communal est tenu, dès l'ouverture du testament, d'en donner avis au receveur de la commune ou de l'établissement.

La même obligation est imposée à tout notaire ayant reçu un acte portant donation au profit d'une commune ou d'un établissement public communal.

**Article R.\* 312-9 :** Tout mandat conféré, postérieurement à la délivrance ou à l'envoi en possession d'un legs, par le représentant légal d'une commune ou d'un établissement public communal, en vue d'administrer ou de liquider les biens dépendant de ce legs, est porté à la connaissance du receveur.

Il en est de même des instructions données au mandataire tant en matière de recettes que de dépenses.

**Article R.\* 312-10 :** Les avis ou documents destinés au receveur de la commune ou de l'établissement public communal sont adressés par l'intermédiaire du trésorier-payeur général dont dépend ce comptable.

**Article R.\* 312-11 :** A partir de la délivrance ou de l'envoi en possession, les opérations de recettes ou de dépenses qui affectent les biens légués à une commune ou à un établissement public communal sont faites sous le contrôle du receveur de la commune ou de l'établissement public et reprises dans ses comptes de gestion.

A cet effet, toute personne chargée de l'administration ou de la liquidation de ces biens, à la fin de chaque année civile et au plus tard le 31 mars suivant, adresse au receveur un relevé des opérations de l'année, appuyé des pièces justificatives.

Les relevés annuels et les pièces à l'appui, ainsi que le compte final de liquidation, sont soumis à l'approbation de leur donateur et transmis au juge des comptes.

Les notaires sont dispensés de l'envoi des pièces originales mais, sur demande de l'ordonnateur ou du receveur, ils sont tenus d'en fournir des copies certifiées.

**Article R.\*\*312-12 :** Par application de l'article L. 312-10, la présente section détermine les conditions dans lesquelles les conseils municipaux, les conseils d'administration et les commissions administratives des bureaux d'aide sociale et des autres établissements publics communaux d'assistance ou de bienfaisance peuvent demander la réduction des charges résultant des libéralités qui leur ont été faites.

**Article R.\*\*312-13 :** La demande est adressée au haut-commissaire.

Elle est accompagnée des pièces suivantes :

1° une copie certifiée conforme de l'acte par lequel a été consentie la libéralité avec charges et, le cas échéant, des actes ultérieurs qui ont modifié les dispositions initiales ;

2° les budgets et les comptes de la commune ou de l'établissement afférents aux trois exercices écoulés et le budget de l'exercice en cours ;

3° des renseignements précisant le montant des revenus de la fondation et des charges correspondantes, depuis l'origine de la fondation si celle-ci remonte à moins de dix ans et, dans le cas contraire, pendant les dix dernières années ;

4° l'indication des modifications qui devraient être apportées aux charges de la fondation pour permettre à la commune ou à l'établissement bénéficiaire d'en assurer l'exécution ;

5° dans le cas où les auteurs de la libéralité sont décédés, la liste de leurs ayants droit connus.

La demande est enregistrée aux services du haut-commissaire et il en est délivré récépissé.

**Article R.\*\*312-14 :** Dans un délai de huit jours, le haut-commissaire impartit aux auteurs de la libéralité ou à leurs ayants droit connus un délai d'un mois pour prendre connaissance du dossier aux services du haut-commissaire et les invite à faire connaître leur adhésion ou leur opposition aux modifications proposées.

Ces communications sont faites par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par la voie administrative.

**Article R.\*\*312-15 :** Dans un délai d'un mois à partir de l'enregistrement de la demande aux services du haut-commissaire, les ayants droit inconnus de l'auteur de la libéralité sont invités à se faire connaître et les tiers en faveur de qui des stipulations ont été insérées dans l'acte de fondation sont appelés à produire leurs observations, par un avis inséré dans le *journal officiel* du territoire et publié dans deux journaux du territoire où est situé la commune ou l'établissement intéressé, ainsi que par une affiche qui reste apposée pendant trois semaines consécutives à la porte de la mairie de cette commune ou de celle du lieu de situation de cet établissement.

Cet avis et cette affiche reproduisent les propositions de réduction formulées par le conseil municipal ou par le conseil d'administration ou la commission administrative de l'établissement bénéficiaire.

Le maire fait parvenir au haut-commissaire un certificat constatant l'affichage.

**Article R.\*\*312-16 :** Les auteurs de la libéralité ou leurs ayants droit présentent, s'il y a lieu, leurs réclamations dans un délai de trois mois à partir de l'accomplissement des formalités prévues par l'article précédent.

Les réclamations sont adressées au haut-commissaire du territoire où est situé la commune ou l'établissement intéressé.

Il peut être statué à l'expiration de ce délai.

**Article R.\*\*312-17 :** L'autorisation de réduction des charges, prévue à l'article L.312-8, est accordée par arrêté du haut-commissaire, sauf dans le cas prévu à l'article L. 312-9.

Dans tous les cas, l'acte qui autorise la réduction des charges détermine la date à laquelle cette réduction prend effet.

**Article R.\*\*312-18 :** Si, postérieurement à la réduction, l'exécution des charges primitivement imposées redevient possible en totalité ou pour partie, les auteurs de la libéralité ou leurs ayants droit ou tiers mentionnés à l'article R.\*\*312-15 peuvent adresser au haut-commissaire du territoire où est situé la commune ou l'établissement intéressé une demande tendant à ce que l'arrêté ou le décret autorisant la réduction soit abrogé ou modifié.

La demande est enregistrée aux services du haut-commissaire et il en est délivré récépissé.

Dans un délai de huit jours, le haut-commissaire notifie la demande au conseil municipal ou au conseil d'administration ou à la commission administrative de l'établissement intéressé et l'invite à produire, dans le délai d'un mois, ses observations.

En cas d'accord entre les signataires de la demande et le conseil municipal, le conseil d'administration ou la

commission administrative, il est statué par arrêté du haut-commissaire.

Dans tous les autres cas, il est statué par décret en Conseil d'Etat.

L'acte autorisant l'exécution des charges antérieurement réduites détermine la date à laquelle cette exécution prend effet.

**Article R.\*\*312-19 :** La présente section détermine les conditions dans lesquelles, conformément à l'article L. 312-12, les communes ou leurs établissements publics peuvent être autorisés à exécuter la charge qui leur est imposée :

1° en modifiant la périodicité des attributions prévues par le disposant ;

2° en groupant en une seule attribution les revenus provenant des libéralités assorties de charges analogues.

Les dispositions de la présente section ne font pas obstacle, le cas échéant, à l'application des articles R.\*\*312-12 à R.\*\*312-18.

**Article R. 312-20 :** Les modifications prévues à l'article précédent doivent avoir pour objet d'assurer une meilleure exécution des volontés du disposant.

**Article R.\*\*312-21 :** Aucune modification, sauf en cas d'accord formellement exprimé par le disposant ou ses ayants droit, ne peut intervenir avant l'expiration d'un délai de dix ans à compter du jour où la personne morale bénéficiaire a été mise en possession de la libéralité.

**Article R.\*\*312-22 :** Le dossier est instruit par le haut-commissaire.

Il contient les pièces suivantes :

1° une copie certifiée conforme des actes par lesquels ont été consenties les libéralités avec charges et, le cas échéant, des actes ultérieurs qui ont modifié les dispositions initiales, accompagnées, éventuellement, de l'ampliation des arrêtés qui en ont autorisé l'acceptation ;

2° des renseignements précisant le montant des revenus des libéralités et des charges correspondantes depuis l'origine si celles-ci remontent à moins de dix ans et, dans le cas contraire, pendant les dix dernières années ;

3° la copie certifiée conforme de la délibération de l'organisme ayant pouvoir d'accepter les libéralités au nom de la personne morale intéressée, avec l'indication des modifications à apporter aux charges des libéralités.

**Article R.\*\*312-23 :** Les modifications envisagées sont, à la diligence du haut-commissaire, portées à la connaissance des auteurs de la libéralité ou, à défaut, de leurs ayants droit, dans les conditions prévues aux deux articles suivants.

**Article R.\*\*312-24 :** Le haut-commissaire impartit aux auteurs de la libéralité ou, à défaut, à leurs ayants droit connus un délai d'un mois pour prendre connaissance du dossier aux services du haut-commissaire, faire connaître leur adhésion ou leur opposition aux modifications proposées et, dans ce dernier cas, présenter leurs observations. Ces communications sont faites par lettres recommandées ou par la voie administrative.

Il invite, par les moyens définis à l'article suivant l'auteur de la libéralité, si son adresse est inconnue, ou ses ayants droit si ceux-ci sont inconnus ou si leur adresse est inconnue, à faire connaître dans un délai de trois mois leur adhésion ou leur opposition aux modifications proposées et, dans ce dernier cas, à présenter leurs observations.

Article R.\*\*312-25 : La publicité prévue au deuxième alinéa de l'article précédent est assurée comme suit :

1° un avis est inséré au recueil des actes administratifs du département ou au *journal officiel* du territoire où se trouve la dernière résidence connue de l'auteur de la libéralité ;

2° une affiche est apposée pendant un mois à la mairie de la commune où se trouve la dernière résidence connue de l'auteur de la libéralité. Le maire fait parvenir au haut-commissaire un certificat constatant l'affichage.

L'avis et l'affiche énoncent les modifications envisagées. Ils mentionnent le délai de trois mois prévu à l'article précédent. Ils indiquent également, en cas de regroupement en une seule attribution des revenus provenant de libéralités assorties de charges analogues, l'appellation choisie pour la prestation unique nouvelle.

Article R.\*\*312-26 : L'autorisation prévue à l'article R.\*\*312-19 est donnée par arrêté du haut-commissaire chargé de l'instruction de la demande.

En cas d'opposition présentée dans les conditions prévues à l'article R.\*\*312-24, l'autorisation est donnée par décret pris sur avis conforme du Conseil d'Etat, sur le rapport du ministre intéressé.

Article R.\*\*312-27 : En cas de regroupement des revenus provenant de libéralités assorties de charges analogues, les appellations que chaque prestation recevait en conformité des volontés du disposant apparaissent, dans la mesure du possible, dans l'appellation choisie pour la prestation unique nouvelle.

Article R.\*\*312-28 : Lorsque l'exécution des prestations primitivement imposées redevient possible en totalité ou en partie, les auteurs de la libéralité ou leurs ayants droit peuvent demander le retour à l'exécution totale ou partielle des charges initiales grevant la libéralité.

La demande est adressée au haut-commissaire qui a instruit le dossier. Il en est accusé réception.

Le haut-commissaire recueille les observations de la personne morale bénéficiaire.

En outre, lorsqu'il y a eu regroupement en une seule attribution des revenus provenant de libéralités assorties de charges analogues et si la demande n'a pas pour objet le retour intégral à l'exécution des prestations primitivement imposées, l'autorité saisie recueille les observations des auteurs de ces libéralités, ou de leurs ayants droit, dans les conditions prévues aux articles R.\*\*312-24 et R.\*\*312-25.

Il est statué dans les formes prévues au premier alinéa de l'article R.\*\*312-26.

Toutefois, en cas d'opposition de la personne morale bénéficiaire ou, dans l'hypothèse prévue au quatrième alinéa du présent article, en cas d'opposition d'un disposant ou de l'un de ses ayants droits, la décision est prise par décret pris sur avis conforme du Conseil d'Etat, sur le rapport du ministre intéressé.

### CHAPITRE III : ADJUDICATIONS PUBLIQUES EN MATIERE DE BIENS COMMUNAUX

Article R.\* 313-1 : Dans le cas prévu à l'article L.313-3, la décision d'approbation est prise par le haut-commissaire ou par le chef de subdivision administrative suivant qu'il s'agit ou non de la subdivision administrative chef lieu.

### CHAPITRE IV : MARCHES

Article R.\* 314-1 : Les marchés passés au nom des communes et de leurs établissements publics sont soumis aux règles fixées aux livres III et IV du code des marchés publics.

Article R.\* 314-2 : L'approbation, prévue au premier alinéa de l'article R.\*314-1, des procès-verbaux d'adjudications et des marchés passés par écrit est donnée par le chef de subdivision administrative ou par le haut-commissaire dans la subdivision administrative chef lieu, dans un délai de quarante jours à compter du dépôt de ces procès-verbaux ou marchés à la subdivision administrative ou aux services du haut-commissaire.

### CHAPITRE V : TRAVAUX COMMUNAUX

Article R.\* 315-4 : Lorsqu'une commune, un groupement de communes ou un syndicat mixte prend l'initiative de se charger, avec ou sans participation ultérieure des intéressés, de travaux compris parmi ceux que concerne l'article L. 315-4, le haut-commissaire fait instruire l'affaire, selon le cas, par le chef du service maritime ou de navigation ou le directeur territorial de l'équipement chargé du contrôle des travaux de défense contre les eaux.

Lorsqu'il apparaît, au vu du rapport établi par le fonctionnaire compétent, que les conditions posées à l'article L.315-4 sont réunies, le haut-commissaire ordonne par arrêté, l'ouverture de l'enquête qui, en application de l'article L.315-5, précède l'intervention de l'arrêté prévu à l'article R.\* 315-14.

Lorsqu'il est envisagé de confier la maîtrise d'ouvrage à un groupement de collectivités locales ou à un syndicat mixte, l'intervention de l'arrêté ordonnant l'ouverture de l'enquête est subordonnée à la création de ce groupement ou du syndicat mixte.

Article R.\* 315-5 : Le dossier de l'enquête comprend :

- 1° une notice explicative indiquant notamment l'objet des travaux ;
- 2° le plan de situation ;
- 3° l'indication du périmètre intéressé par les travaux ;
- 4° le plan général des travaux ;
- 5° les caractéristiques principales des ouvrages les plus importants ;
- 6° l'appréciation sommaire des dépenses ;
- 7° un mémoire définissant les modalités prévues pour l'exploitation et l'entretien de l'aménagement ;
- 8° un projet d'arrêté.

Article R.\* 315-6 : Lorsque la participation des intéressés aux dépenses est prévue, le dossier de l'enquête comprend en outre :



1° la liste de ceux des propriétaires des parcelles du périmètre intéressé et de celles des collectivités publiques ou des personnes physiques ou morales qui seront éventuellement appelées à participer aux dépenses ;

2° un mémoire explicatif indiquant par catégorie de travaux ;

- la proportion des dépenses restant à la charge de l'organisme maître de l'ouvrage ;
- la proportion dans laquelle cet organisme demande à être autorisé à faire participer chaque catégorie d'intéressés aux charges de premier établissement et aux frais d'exploitation et d'entretien ;
- en vue de fixer les bases générales de répartition, les critères retenus pour faire participer les intéressés à ces charges, et l'importance relative de ces critères, en tenant compte de la mesure dans laquelle chaque intéressé a rendu l'aménagement nécessaire ou utile, ou y trouve son intérêt ;
- les éléments de calcul qui seront utilisés pour l'estimation des participations aux dépenses des différents intéressés.

Article R.\* 315-7 : L'arrêté prévu à l'article R.\* 315-4 :

indique les dates d'ouverture et de clôture de l'enquête dont la durée est de trente jours ;

désigne un commissaire enquêteur ou les membres d'une commission d'enquête.

Article R.\* 315-8 : L'arrêté est publié par voie d'affiches et, éventuellement, par tous autres procédés dans chacune des communes désignées par le haut-commissaire sans que cette formalité soit limitée nécessairement aux communes où ont lieu les opérations. En outre, lorsque la participation des intéressés aux dépenses est prévue, l'arrêté est notifié aux propriétaires, collectivités publiques, et personnes physiques ou morales mentionnés sur la liste prévue au 1° de l'article R.\* 315-6.

L'accomplissement des mesures de publicité est certifié par le maire.

Le texte de l'arrêté qui prescrit l'enquête est, de plus, inséré en caractères apparents dans au moins l'un des journaux publiés dans le territoire.

Article R.\* 315-9 : Le dossier de l'enquête et le registre destiné à recevoir les observations des intéressés sont déposés à la mairie de la commune sur le territoire de laquelle s'étend le périmètre de l'opération projetée. lorsque ce périmètre s'étend sur plusieurs communes d'un territoire, le haut-commissaire désigne celles des mairies où le dossier et le registre sont déposés.

Article R.\* 315-10 : Pendant le délai fixé à l'article R.\* 315-7, les observations des intéressés peuvent être consignées directement sur les registres d'enquête.

L'accomplissement des formalités de l'enquête est certifié par le maire de chaque commune.

Article R.\* 315-11 : Avant l'expiration de l'enquête, le commissaire enquêteur ou, s'il y a lieu, le président de la commission d'enquête reçoit pendant trois jours consécutifs, à la mairie de la commune désignée par le haut-commissaire du territoire, et aux heures indiquées par lui, les déclarations des intéressés.

Il peut également recevoir et annexer au dossier les déclarations qui lui sont adressées par écrit à la mairie

de cette commune depuis l'ouverture de l'enquête jusqu'à l'expiration du délai fixé à l'article R.\* 315-7.

Après avoir clos et signé les registres des déclarations, le commissaire enquêteur ou, s'il y a lieu, le président de la commission d'enquête les transmet, avec son avis motivé et accompagné des pièces de l'instruction ayant servi de base à l'enquête, au haut-commissaire du territoire.

Article R.\* 315-12 : Lorsque l'enquête est terminée, le dossier est communiqué par le haut-commissaire du territoire à celui des fonctionnaires mentionnés au premier alinéa de l'article R.\* 315-4 qui a instruit l'affaire.

Article R.\* 315-13 : Si, d'après les résultats de l'enquête et, le cas échéant, après avis du chef du service maritime ou de navigation, du directeur territorial de l'équipement, le haut-commissaire juge nécessaire d'apporter au projet des modifications susceptibles d'en changer les dispositions essentielles, notamment la nature des ouvrages projetés ou la définition des critères retenus pour la fixation des participations des intéressés, ou d'étendre le périmètre de l'opération, l'organe délibérant de la personne morale qui a pris l'initiative des travaux conformément à l'article L.315-4 se prononce sur le projet modifié, ou seulement sur son complément.

Lorsque le maître d'ouvrage entend poursuivre l'opération, le nouveau projet ou seulement son complément, est alors soumis à une nouvelle enquête, totale ou partielle, dans les formes prévues ci-dessus.

Le chef du service maritime ou de navigation ou le directeur territorial de l'équipement, chargé du contrôle des travaux, le cas échéant après l'accomplissement des formalités complémentaires prévues à l'alinéa précédent, transmet le dossier, avec ses propositions définitives accompagnées, s'il y a lieu, de l'avis du service chargé de la police des eaux, au haut-commissaire du territoire.

Article R.\* 315-14 : Le haut-commissaire statue, par arrêté, dans les conditions fixées par l'article L.315-5.

Article R.\* 315-15 : Lorsqu'une procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique est poursuivie pour permettre l'exécution des travaux, l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ou l'enquête parcellaire peuvent être faites en même temps que l'enquête prévue aux articles précédents. L'acte déclarant l'utilité publique des travaux est distinct de l'arrêté prévu à l'article précédent.

#### CHAPITRE VI : ACTIONS JUDICIAIRES

Article R.\* 316-1 : Dans le cas prévu à l'article L.316-6, il est délivré au contribuable un récépissé du mémoire détaillé qu'il a adressé au conseil du contentieux administratif.

Le haut-commissaire, saisi par le président du conseil du contentieux administratif, transmet immédiatement ce mémoire au maire en l'invitant à le soumettre au conseil municipal.

La décision du conseil du contentieux administratif est rendue dans le délai de deux mois à dater du dépôt de la demande d'autorisation.

Toute décision qui porte refus d'autorisation doit être motivée.

Article R.\* 316-2 : Lorsque le conseil du contentieux administratif ne statue pas dans le délai de deux mois ou



lorsque l'autorisation est refusée, le contribuable peut se pourvoir devant le Conseil d'Etat.

**Article R.\* 316-3 :** Le pourvoi devant le Conseil d'Etat est, à peine de déchéance, formé dans le mois qui suit, soit l'expiration du délai imparti au conseil du contentieux administratif pour statuer, soit la notification de l'arrêté portant refus.

Il est statué sur le pourvoi dans un délai de deux mois à compter de son enregistrement au secrétariat général du Conseil d'Etat.

**Article R.\* 316-4 :** Le conseil du contentieux administratif ou le Conseil d'Etat peuvent, s'ils accordent l'autorisation, en subordonner l'effet à la consignation préalable des frais d'instance. Ils fixent, dans ce cas, la somme à consigner.

**Article R.\* 316-5 :** Dans le cas prévu à l'article L.316-9, le mémoire est adressé au haut-commissaire ou au chef de subdivision administrative qui en donne récépissé.

Le demandeur ne peut porter l'action devant les tribunaux qu'un mois après la date du récépissé, sans préjudice des actes conservatoires.

**Article R.\* 316-6 :** Le mémoire mentionné à l'article L. 316-10 est adressé au maire par le haut-commissaire ou le chef de subdivision administrative.

**Article R.\* 316-7 :** Dans le cas prévu à l'article L.316-11, la convocation des électeurs est faite par le haut-commissaire.

## TITRE VIII

### PARTICIPATION A DES ENTREPRISES PRIVEES

**Article R.\*\*381-1 :** Les délibérations par lesquelles, en vertu de l'article L.381-1, les conseils municipaux décident, soit d'acquérir des actions ou obligations de sociétés, soit de recevoir à titre de redevance des actions d'apport, sont approuvées par arrêté du ministre chargé des territoires d'outre-mer et du ou des ministres intéressés.

**Article R.\*\*381-3 :** Les syndicats de communes, les syndicats mixtes, les districts jouissent des mêmes facultés que les communes pour la participation aux entreprises privées.

Ils sont soumis aux dispositions du présent titre.

Le comité du syndicat, ou le conseil de district exerce les attributions du conseil municipal et le président du comité ou du conseil, celles du maire.

**Article R.\*\*381-4 :** Un exemplaire des statuts de la société est joint aux délibérations des conseils municipaux par lesquelles ceux-ci décident leur participation financière.

Une copie en est produite à l'appui de la dépense de participation.

**Article R.\*\*381-6 :** Conformément à l'article L.381-3, les actions, actions d'apports, parts de fondateur ou obligations qui sont attribuées aux communes en représentation de leur participation à des entreprises privées sont mises sous la forme nominative ou représentées par des certificats nominatifs.

Les titres sont conservés par le comptable de la collectivité ou de l'établissement intéressé même lorsqu'ils

sont affectés à la garantie de la gestion des représentants de cette collectivité ou de cet établissement au conseil d'administration de la société.

**Article R.\*\*381-7 :** Les titres représentatifs de la participation de la commune ne peuvent être aliénés que par une délibération approuvée dans les mêmes conditions que la délibération décidant d'acquérir ou de recevoir.

Les actions de la commune affectées à la garantie de la gestion de ses représentants au conseil d'administration sont inaliénables.

**Article R.\*\*381-8 :** Les statuts des sociétés fixent les conditions dans lesquelles les communes sont représentées aux assemblées générales et au conseil d'administration des sociétés ou, dans les cas prévus à l'article R.\*\*381-26, auprès du conseil d'administration.

**Article R.\*\*381-9 :** Les représentants de la commune aux assemblées générales et au conseil d'administration sont choisis par le conseil municipal.

Ils doivent jouir de leurs droits civils et politiques.

Ils sont élus au scrutin secret, à la majorité absolue aux deux premiers tours de scrutin et à la majorité relative au troisième tour. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

Le mandat de ces représentants prend fin avec celui du conseil municipal.

Les représentants sortant sont rééligibles.

**Article R.\*\*381-10 :** En cas de vacance, le conseil municipal pourvoit au remplacement des représentants de la commune dans le délai le plus bref.

En cas de dissolution ou de démission du conseil municipal, le mandat est prorogé jusqu'à la nomination des représentants par le nouveau conseil.

**Article R.\*\*381-11 :** Si le conseil municipal, après mise en demeure par le haut-commissaire, néglige de nommer des représentants, la commune est représentée par le maire.

**Article R.\*\*381-12 :** La nomination des représentants de la commune n'est pas soumise à l'approbation de l'assemblée générale.

Ces représentants ne doivent pas être personnellement propriétaires d'actions de la société.

**Article R.\*\*381-13 :** Les représentants de la commune peuvent être relevés de leurs fonctions par le conseil municipal.

**Article R.\*\*381-14 :** Les communes qui possèdent à un titre quelconque des actions d'une société sont représentées dans les assemblées générales constitutives, ordinaires ou extraordinaires, par un délégué désigné conformément aux articles R.\*\*381-9 à R.\*\*381-12 et qui remplit les conditions prévues à ces articles.

Le nombre de voix dont la commune dispose dans chacune de ces assemblées est fixé d'après le nombre des actions qu'elle possède conformément à la législation et à la réglementation sur les sociétés et aux statuts.

Les représentants de la commune ne participent pas à la désignation des membres du conseil d'administration qui sont nommés par l'assemblée générale.

**Article R.\*\*381-15 :** Dans tous les cas, les statuts réservent à la commune le droit de se faire représenter au conseil d'administration par un ou plusieurs délégués.

Ces administrateurs siègent et agissent *ès qualités* avec les mêmes droits et pouvoirs que les autres membres du conseil d'administration, tant vis-à-vis de la société que vis-à-vis des tiers.

La proportion des représentants de la commune dans le conseil d'administration ou les organes de direction ne peut dépasser celle du montant nominal des actions attribuées à la commune par rapport au capital.

La commune a cependant, dans tous les cas, droit au moins à un représentant.

**Article R.\*\*381-16 :** Par dérogation au dernier alinéa de l'article précédent, lorsque les communes ne peuvent, en raison de leur nombre et de l'importance réduite de leur participation, être représentées directement au conseil d'administration, leurs représentants sont élus par une assemblée spéciale constituée à la diligence du haut-commissaire du siège de la société.

**Article R.\*\*381-17 :** L'assemblée spéciale comprend un délégué de chaque conseil municipal désigné conformément aux articles R.\*\*381-9 à R.\*\*381-12 et qui remplit les conditions prévues à ces articles.

Elle nomme un ou plusieurs représentants communs au conseil d'administration.

**Article R.\*\*381-18 :** L'assemblée spéciale fixe le lieu de sa réunion et élit un président.

Elle se réunit au moins une fois par an, soit sur la convocation de son président ou d'un de ses délégués au conseil d'administration, soit sur la demande des représentants du tiers des actions détenues par les communes.

Elle entend le compte rendu de l'activité du conseil d'administration.

Chaque commune y dispose d'un nombre de voix proportionnel au nombre d'actions qu'elle possède.

**Article R.\*\*381-19 :** Les représentants de la commune aux organes de direction de la société sont désignés conformément aux articles R.\*\*381-9 à R.\*\*381-12.

**Article R.\*\*381-20 :** Les dispositions des statuts relatives au nombre d'actions qui doivent être affectées à la garantie de la gestion des administrateurs sont applicables directement à la commune en proportion du nombre de ses représentants au conseil d'administration.

**Article R.\*\*381-21 :** La responsabilité civile qui résulte éventuellement de l'exercice du mandat des représentants incombe à la commune.

**Article R.\*\*381-22 :** Les représentants de la commune ont droit aux jetons de présence.

**Article R.\*\*381-23 :** Les représentants de la commune ne peuvent, dans l'administration de la société, remplir des mandats spéciaux, recevoir une rémunération autre que celle prévue à l'article précédent ou bénéficier d'avantages particuliers qu'en vertu d'une délibération du conseil municipal intéressé.

Ils ne peuvent, sans la même autorisation, accepter dans la société des fonctions de direction.

**Article R.\*\*381-24 :** Les personnes qui, dans les conditions prévues aux articles R.\*\*381-9 à R.\*\*381-12,

assurent la représentation d'une commune au conseil d'administration ou au conseil de surveillance d'une société ne sont pas soumises à la limite d'âge prévue par les articles 90-1 et 129-1 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales.

Il n'est pas tenu compte de ces personnes pour le calcul du nombre des administrateurs ou des membres du conseil de surveillance qui peuvent demeurer en fonctions au-delà de la limite d'âge, en vertu soit des statuts de la société, soit, à défaut de dispositions expresses dans les statuts, des articles précités de la loi du 24 juillet 1966.

Quand les mêmes personnes assument, dans les conditions fixées à l'article R.\*\*381-23, les fonctions de président du conseil d'administration, de membre du directoire ou de directeur général de la société, elles ne sont pas soumises à la limite d'âge prévue par les articles 110-1, 115-1 et 120-1 de la loi du 24 juillet 1966.

**Article R.\*\*381-25 :** Les statuts de la société doivent prévoir qu'au moins l'un des commissaires aux comptes est choisi sur une liste établie par le haut-commissaire sur proposition du trésorier-payeur général.

**Article R.\*\*381-26 :** Lorsqu'une commune est propriétaire d'obligations émises par une société ou a garanti les emprunts contractés par cette société, elle a le droit d'être représentée auprès de celle-ci par un délégué spécial désigné dans les conditions prévues aux articles R.\*\*381-9 à R.\*\*381-12 ou, le cas échéant à l'article R.\*\*381-16.

**Article R.\*\*381-27 :** Le délégué spécial doit être entendu, sur sa demande, par tous les organes de direction de la société. Ses observations sont consignées au procès-verbal.

Dans le cas où la commune n'exerce pas le contrôle des activités de la société, le délégué peut procéder à la vérification des livres et des documents comptables et s'assurer de l'exactitude de leurs mentions.

**Article R.\* 381-28 :** Lorsque la société exerce son activité dans le cadre d'un même territoire, les fonctions du commissaire du Gouvernement prévu à l'article L.381-8 sont exercées par le haut-commissaire ou son représentant.

Dans les autres cas, le commissaire du Gouvernement est désigné par arrêté du ministre chargé des territoires d'outre-mer, du ministre de l'économie et des finances et, le cas échéant, du ou des ministres intéressés.

**Article R.\* 381-29 :** Le commissaire du Gouvernement qui siège auprès des organismes ou entreprises mentionnés à l'article L.381-8 assiste avec voix consultative à toutes les séances du conseil d'administration et de l'assemblée générale.

Il est convoqué aux séances de ces différents organismes dans les mêmes conditions que leurs membres.

Il reçoit copie du procès-verbal des séances et copie des délibérations du conseil d'administration et de l'assemblée générale ainsi que des décisions prises par délégation de ce conseil ou de cette assemblée.

**Article R.\* 381-30 :** Le commissaire du Gouvernement peut, le cas échéant, provoquer une réunion du conseil d'administration ou de l'assemblée générale.

Il peut également, dans les huit jours qui suivent toute délibération du conseil d'administration, demander un nouvel examen de la question débattue.

Article R.\* 381-31 : Le commissaire du Gouvernement peut, dans les quinze jours qui suivent la nouvelle délibération du conseil d'administration demandée par lui ou dans les quinze jours qui suivent la réunion de l'assemblée générale, demander qu'il soit sursis à l'exécution des décisions prises par ce conseil ou par cette assemblée.

Il rend compte immédiatement de son intervention au ministre compétent.

La délibération devient exécutoire si l'opposition n'est pas confirmée dans le délai d'un mois.

Article R.\*\* 381-32 : Les dispositions des articles R.\* 381-3 à R.\*\* 381-27 sont applicables à la participation des communes aux sociétés d'économie mixte constituées en application d'une législation ou d'une réglementation spéciale en tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions des lois et des décrets pris pour leur application.

Article R.\* 381-33 : Le règlement d'administration publique prévu à l'article L. 381-6 est pris sur le rapport du ministre chargé des territoires d'outre-mer et du ministre de l'économie et des finances.

#### LIVRE IV

#### PERSONNEL COMMUNAL

##### TITRE PREMIER

##### AGENTS PERMANENTS A TEMPS COMPLET

##### CHAPITRE II : RECRUTEMENT, FORMATION ET PROMOTION SOCIALE

Article R.\* 412-116 : Les gardes champêtres doivent être âgés d'au moins vingt et un ans et être de bonne vie et mœurs.

Article R.\* 412-117 : L'agrément et la commission des gardes champêtres prévus par l'article L.412-47 sont donnés par le chef de subdivision administrative ou par le haut-commissaire dans la subdivision administrative du chef-lieu.

Article R.\* 412-118 : L'agrément des agents de la police municipale prévu par l'article L.412-49 est donné par le chef de subdivision administrative ou par le haut-commissaire dans la subdivision administrative du chef-lieu.

Article R. 412-119 : Les gardes champêtres et les agents de la police municipale peuvent recevoir un diplôme donnant droit au port de la médaille d'honneur de la police.

#### DISPOSITIONS RELATIVES AUX MARCHES PUBLICS

#### PASSES AU NOM DES COMMUNES ET DE LEURS ETABLISSEMENTS PUBLICS DECOULANT DU DECRET N° 80-918 DU 13 NOVEMBRE 1980

Le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 étend à la Polynésie française l'article R.314-1 du Code des Communes. Ceci a pour conséquence de rendre applicable désormais les décret et arrêté interministériel du 10 janvier 1980 relatifs aux nouveaux seuils de passation des marchés publics :

DECRET N° 80-34 DU 10 JANVIER 1980 *modifiant le Code des Marchés Publics (extrait)* -

Art. 3 - l'article 314 du code des marchés publics est rédigé ainsi qu'il suit :

##### Article 314.

La passation d'un marché d'études, autre qu'un marché d'ingénierie et d'architecture, doit être précédée d'un recensement des personnes physiques ou morales qualifiées pour procéder aux études considérées. Sous réserve des dispositions de l'article 312 bis, le marché est passé sur appel d'offres ou négocié après mise en compétition. Le titulaire est choisi en tenant compte de sa compétence, de ses références, des moyens dont il dispose, des solutions techniques et du prix offert. L'étude qui fait suite à plusieurs marchés de définition ayant le même objet peut être attribuée, sur la base de ses propositions, à l'auteur de la solution retenue, sans nouvelle mise en compétition.

Art. 4 - Il est inséré dans le code des marchés publics un article 314 bis ainsi rédigé :

##### Article 314 bis.

Les dispositions spéciales suivantes sont applicables aux marchés d'ingénierie et d'architecture.

La passation d'un marché d'ingénierie et d'architecture doit être précédée d'un recensement des personnes physiques ou morales qualifiées pour procéder aux études considérées. Le marché est passé suivant la procédure de l'appel d'offres avec concours ou négocié après mise en compétition sous réserve des dispositions de l'article 312 bis.

Dans le cas d'un marché négocié, lorsque la valeur prévisible de la rémunération du titulaire du marché est au plus égale à une valeur fixée par l'arrêté mentionné à l'article 300, la mise en compétition des candidats préalablement recensés peut être limitée à l'examen de leur compétence et de leurs moyens. Le marché est ensuite librement négocié avec le candidat ainsi retenu.

Lorsque la valeur prévisible de la rémunération est supérieure à la valeur définie à l'alinéa précédent, le titulaire est choisi en tenant compte de sa compétence, de ses références, des moyens dont il dispose, des solutions architecturales et techniques ainsi que de la rémunération qu'il demande pour procéder à l'étude. Si le maître de l'ouvrage a demandé l'évaluation du coût d'objectif, il en est également tenu compte.

Lorsqu'il n'est pas recouru à la procédure simplifiée, prévue à l'alinéa 3 ci-dessus, le règlement de la compétition doit prévoir des modalités de remboursement partiel de leurs frais aux candidats non retenus qui ont présenté des offres complètes répondant au programme.

Lorsque plusieurs marchés de définition ayant le même objet ont été passés, l'étude qui fait suite à la solution retenue peut être confiée, sans nouvelle mise en compétition, à l'auteur de cette solution.

Le marché d'étude relatif à l'extension ou la transformation d'un ouvrage peut être confié sans mise en compétition à la personne qui a été titulaire du contrat d'étude de cet ouvrage.

Art. 5 - L'article 321 du code des marchés publics est remplacé par les dispositions suivantes :

« il peut être traité, en dehors des conditions fixées par le présent titre, sur mémoire ou sur simple factures, pour les travaux, les fournitures ou les services dont la valeur présumée n'excède pas la somme de 100.000 FF. »

Art. 6 - Le ministre de l'intérieur, le ministre de l'économie, le ministre du budget, le ministre de l'environne-

ment et du cadre de vie et le ministre de la santé et de la sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal Officiel* de la République française.

#### -ARRETE INTERMINISTERIEL DU 10 JANVIER 1980-

Seuil au-dessous duquel les collectivités locales et leurs établissements publics peuvent conclure des marchés négociés.

Art. 1 - Les collectivités locales et leurs établissements publics peuvent conclure des marchés négociés pour les prestations dont la valeur n'excède pas, pour le montant total de l'opération, la somme de 250.000 FF.

Art. 2 - L'arrêté du 21 janvier 1976 portant fixation des seuils au-dessous desquels les collectivités locales peuvent conclure des marchés négociés est abrogé.

Art. 3 - Le présent arrêté sera publié au *Journal Officiel* de la République française.

\*\*\*\*\*

#### AVIS IMPORTANT

*En application des dispositions de l'article 23 du décret n° 80-918 du 13 Novembre 1980, les attributions confiées en Métropole au préfet à l'égard des communes de l'arrondissement chef-lieu sont exercées en Polynésie française par le Chef de la subdivision administrative.*

*Cette disposition vaut particulièrement pour les articles du code des communes (partie réglementaire) ci-après :*

R. 121-20, R. 121-21, R. 122-10, R. 212-1, R. 313-1, R. 314-2, R. 412-117 et R. 412-118.

\*\*\*\*\*